

# Rouge

Nicaragua

Défendre la révolution

p. 13

M1578 N°1129 6,50F

Hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (IV<sup>e</sup> Internationale)

5 au 11 octobre 1984



**Pas un sou de moins,  
pas un chômeur de plus**



**La France, terre d'expulsion et d'extradition**

**ROUGE dévoile une circulaire secrète**

## « Avec ou sans »

« Avec ou sans », on ne parle plus que de cela dans les médias. La droite est obsédée par la question.

Les petites déclarations assassines se multiplient, on s'étripe vaillamment au sein de l'opposition. Tous les coups sont permis à condition de ne pas mentionner l'adversaire. Raymond Barre pense qu'il faudra faire la chose « sans ». Il est pour la décrispation mais il refuse la « ratatouille ». Chirac et Giscard, le revenant, ne sont pas du tout d'accord : la chose pourra se faire « avec » et d'ajouter gentiment que si Raymond Barre ne veut pas du schmilblick, c'est parce qu'il a des ambitions personnelles à long terme. Il ne pense qu'à lui ce vaniteux alors que les deux autres ne pensent qu'à la France.

« Avec ou sans », cette question historique qui déchaîne les passions interpelle à son tour le PS qui, lui, vient de trancher tout net par la voix de Claude Estier : ce sera « avec » puisque c'est inscrit dans la Constitution. Ouf ! Nous voilà soulagés. Ainsi, en 1986, la droite gouvernera avec Mitterrand comme président.

Après le débat sur le référendum qui nous avait élevé l'âme pendant les vacances, nous sommes aujourd'hui comblés par une nouvelle polémique qui aborde enfin l'essentiel et nous permet d'oublier les questions secondaires auxquelles, paraît-il, certain attardés s'attachent encore : les 70 000 menaces de licenciements dans l'automobile, les 600 000 chômeurs qui ne touchent plus rien, les trois Basques remis dans les mains des flics espagnols.

Toutes ces balivernes n'intéressent pas les trois frères ennemis de la droite. Ils n'ont rien à dire et pour cause, Fabius dans ce domaine est assez efficace. Mais la morale de ces jeux de cirque est tout autre et elle est dramatique. Car si on vient de changer nos pendules d'une heure, on ne les a pas avancées de deux ans. Nous ne sommes qu'en 1984 et c'est un comble de voir la droite en toute impudence se permettre un débat sur l'héritage de 1986. C'est sûrement un signe des temps.

Si les dirigeants de la gauche se sont engagés dans une logique suicidaire, il faut que l'on sache que les travailleurs ne sont pas des kamikazes.

Georges Villetin

## PASSE-PASSE Mais où est passée cette usine ?

« Le 26 avril dernier, à Nancy. Laurent Fabius, alors ministre de l'Industrie, annonçait l'implantation probable à Marange-Silvange (Moselle) en Lorraine d'une unité de production des composants d'affichage électronique à cristaux liquides. Le 6 septembre, François Mitterrand indiquait en Savoie l'arrivée prochaine, sur l'ancienne base aérienne du Bourget, « d'une importante implantation industrielle ».

Les Echos, journal patronal bien informé révèlent qu'il s'agit de la même usine ! Comme ni Fabius ni Mitterrand n'ont réussi à faire prendre l'idée pour la chose, il a bien fallu que l'un des deux se dédise... Ce fut Fabius, évidemment, et Chérèque, préfet délégué, chargé du Redéploiement industriel fut... chargé de confirmer la nouvelle en Lorraine !

Voilà qui en dit long sur le sérieux avec lequel le gouvernement se préoccupe des « zones de reconversion » !

## POPULARITE Des ministres par la petite porte !

Les temps sont durs pour les ministres de Fabius ! « Michel Rocard, ministre de l'Agriculture, a dû quitter par une porte dérobée le Palais des papes à Avignon, devant lequel étaient massés quelques cinq cents agriculteurs qui protestaient contre l'importation de raisin de table italien et l'élargissement de l'Europe à l'Espagne et au Portugal. » « A quelques centaines de kilomètres de là, Michel Delebarre, le ministre du Travail, visitait l'usine de machines-outils de Sculfort, à Maubeuge : le ministre a dû sortir par une porte annexe car trois cents sidérurgistes de l'entreprise d'acières spéciaux Cokerill d'Haumont (Nord) bloquaient l'entrée de l'usine. »

La popularité n'est plus ce qu'elle était !

## MOEURS Morale de choux !

La droite n'aime pas l'amour. La preuve, la Fédération française des familles de Grenoble a décidé de poursui-

vre le Mouvement français pour le planning familial de l'Isère pour « outrage aux bonnes mœurs » et « affichage contraire à la moralité ». L'objet du « délit », des affiches collées sur les murs de la ville : « 1984 : et si on parlait d'amour... », « Je n'ai plus envie de faire l'amour avec toi... j'en parle au Planning familial » et « Je ne supporte plus la pilule... j'en parle au Planning familial. »

La même Fédération française des familles avait mené campagne contre la brochure d'information sur la contraception produite par le ministère de la Jeunesse et des Sports en 1982 : J'aime, je m'informe...

Aux dernières nouvelles, à la FFF, les enfants naissent toujours dans les choux... et, c'est bien connu, les choux ne peuvent pas prendre la pilule !

## DIFFERENCE Le choix de Poperen

Le 23 septembre dernier, au « Club de la presse » d'Europe 1, Jean Poperen se réjouissait d'être un social-démocrate. « Nous l'étions quand nous avons signé notre programme de 1971, notre programme commun de 1972, notre projet socialiste. On n'a jamais dit autre chose. » Et d'avouer : « Si on avait voulu le grand soir... on se serait inscrit à la Ligue communiste de Krivine. Ce n'est pas cela que l'on a choisi. » Merci, Poperen ! La réflexion est également valable dans l'autre sens. Pour notre part, devant la somme honteuse des reniements que le PS est en train de faire pour se solidariser avec le gouvernement de Mitterrand, nous nous réjouissons encore plus de faire, tous les jours, et depuis quinze ans, des choix différents de celui de Poperen !

## ANNIVERSAIRE Un cadeau voyant

Pour un cadeau, c'en est un ! François Mitterrand offre à François-Xavier Ortoli la présidence de la CFP-Total (Compagnie française des pétroles). Pour fêter son soixantième anniversaire sans doute, puisque François-Xavier, chef de cabinet puis ministre de Pompidou, est né en 1925.

L'Etat possède la majorité des actions de la CFP, numéro un des sociétés françaises, avec cent trente milliards de chiffres d'affaires et 42 000 salariés (classement des 1 000 premières entreprises du journal L'Expansion de décembre 1983).

Elle figure parmi les vingt premiers groupes industriels mondiaux, est présente dans tous les coins du monde, de la Chine à l'Argentine, en passant par les forages en mer du Nord... Son P-DG actuel, René Granier de Lilliac, aujourd'hui à l'âge de la retraite, était, avant 1981, l'un des hommes de poids du capitalisme en ce pays (administrateur de Paribas, Péchiney, Vallourec, Elf-Aquitaine...). Il l'est resté après.

Cette fois, tonton fait encore plus voyant, en désignant son successeur : un homme de droite connu et reconnu comme tel. Vu ?

## AFGHANISTAN Liberté pour Jacques Abouchar !

Le journaliste Jacques Abouchar, qui effectuait un reportage en Afghanistan pour Antenne 2, a été capturé le 17 septembre dernier. Tradition stalinienne oblige, les troupes d'occupation soviétiques l'accusent d'« espionnage ». Le docteur Augoyard, de Médecins du monde, avait, il y a quelques mois, connu la même mésaventure.

La bureaucratie soviétique n'en est pas à son premier forfait. Ira-t-on, cette fois encore, jusqu'à organiser une parodie de procès dont le seul objet est d'obliger l'« accusé » à faire amende honorable devant les caméras de télévision du Kremlin ?

Il n'y a pas une hésitation à avoir. Il n'y a pas un instant à perdre ! Tout doit être fait pour obtenir la libération du journaliste d'Antenne 2.

## DISCIPLINE Le PCI et l'armée : bonjour les dégâts

L'orientation du PCI sur les questions militaires et en particulier sur les luttes des soldats se ramène à deux choses : ne rien faire, ne rien dire.

Récemment, par le biais de l'organisation syndicale qu'il dirige en milieu étudiant, l'UNEF-ID, il a participé à l'élaboration d'une brochure d'information sur le service national.

Ce petit guide explique soigneusement, entre autres, comment faire un service long, une préparation militaire supérieure. Au moment où le gouvernement et Hernu pousent

à l'application accrue de ces mesures... Bravo !

Pas un mot sur les revendications, sur la réduction du service à six mois, sur les libertés bafouées quotidiennement par l'armée. C'est vraisemblablement en toute indépendance évidemment que la direction du PCI dans l'UNEF-ID aura décidé de co-signer ce manuel du parfait soldat avec entre autres organisations l'UNI et fait tirer cette petite merveille par l'appareil d'impression de l'armée de terre. La hiérarchie militaire doit être ravie du respect scrupuleux du règlement de discipline générale des armées par cette organisation.

Opportunisme, quand tu les tiens...

## JUSTICE Grève de la faim

Emprisonné depuis cinq ans, Frédéric Oriach a commencé une grève de la faim pour obtenir le statut de prisonnier politique. Accusé dans quatre affaires d'attentats liées au groupe Action directe, Oriach a, depuis, bénéficié de quatre non-lieu. En effet, la police et la justice ont été incapables d'apporter la moindre preuve de sa participation à ces actions. Le seul élément est un brouillon de quinze pages manuscrites dans lesquelles Oriach parle des attentats commis par « notre groupe ». Il fut condamné pour « responsabilité morale », c'est-à-dire en fait pour délit d'opinion.

La LCR, qui condamne totalement les écrits et les activités d'Oriach, ne saurait accepté qu'une procédure scélérate lui soit appliquée. Etre solidaire d'une action aussi lamentable soit-elle n'implique pas qu'on en soit l'auteur et la justice ne saurait être exceptionnelle. Pour ces raisons, une révision du procès s'impose.

Vient de paraître



ABONNEMENT A DOMICILE			Nom _____
	FRANCE DOM-TOM	ETRANGER	
1. AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique communiste + les numéros hors série de Critique communiste	450 F	500 F	Prénom _____
2. SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO ROUGE 6 mois = 24 numéros	160 F		Adresse _____
3. CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	150 F	170 F	Formule choisie _____
4. CAHIERS DU FEMINISME 5 numéros	65 F	75 F	Règlement à l'ordre de PEC, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil Tél : 859 00 80
5. INPRECOR 1 an = 25 numéros	250 F	250 F	
Abonnements par avion : nous consulter			

# Rouge

- Edité par la société Presse-Edition-Communication (PEC)
- Imprimerie Rotographie, Montreuil. Tél : 859 00 31
- Directeur de publication : Christian Lamotte
- Commission paritaire 63922
- Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil. Tél : 859 00 80 (lignes groupées)



## RENAULT

# Le plan Hanon : non et non

*Dix jours de grève à Renault. Pour la première fois depuis des lustres, des milliers d'ouvriers au même moment dans la lutte, font céder le P-DG Hanon. Au bout du compte, la direction de Renault lâche : « Il n'y aura pas de licenciements par milliers. » Mais voilà : le plan Hanon recèle mille et une manières de licencier en douce.*

Le P-DG de la régie Renault a choisi la traditionnelle conférence de presse précédant l'ouverture du Salon de l'auto pour annoncer les mesures prises par la direction de la firme.

Les mesures sociales immédiates suscitent parmi les ouvriers le sentiment d'avoir fait grève pour quelque chose. Elles correspondent à l'extension de ce qui avait été obtenu au Mans : 1 % au 1<sup>er</sup> octobre, 320 francs de prime uniforme le 7 novembre ; pas de licenciement.

Le mouvement aboutit donc sur un recul de la direction générale sur la question-clé des licenciements, qui avait créé un sentiment d'inquiétude dans l'ensemble des usines du groupe.

Coup sur coup, les grèves du Mans et celles de Sandouville, Cléon, Douai notamment, ont porté leurs fruits. Même si la prime de 320 francs ne rattrape pas le pouvoir d'achat perdu.

Après le plan Dalle annonçant cet été 15 000 suppressions d'emplois, après l'engagement de la direction de la régie dans la réalisation de ce projet, la direction renonce (du moins le promet-elle) à licencier. « Je ne suis pas de ceux qui pensent que le problème de l'emploi peut se régler par la mise sur le carreau de 10 000 ou 15 000 personnes », disait le 2 octobre Bernard Hanon.

Voilà des paroles qui sonnent comme une victoire dans l'oreille des grévistes, même si les échéances ne sont que différées.

Pour autant qu'il ait renoncé à licencier, le dirigeant de Renault présente un plan de modernisation particulièrement inquiétant. L'objectif est d'adapter le volume et la

qualification de la main-d'œuvre aux nouvelles machines : « Nous commençons à peine à mesurer l'ampleur des conséquences de la robotisation et de l'automatisation », explique Hanon. Un plan de cinq ans démarre donc.

## Non au plan Hanon

Il repose sur l'acceptation par les salariés de la régie de « la mobilité professionnelle et géographique ». Voilà qui commence mal et peut fournir prétexte à de nombreux licenciements individuels, si le « lieu géographique » proposé au travailleur lui rend la vie impossible.

La formation professionnelle pourrait durer d'un à deux ans, et serait selon le P-DG « pour chaque membre du personnel l'occasion d'un redémarrage et d'une requalification ». Cette formation toucherait « de très nombreux postes » avec l'ambition avouée de « définir ce que seront les métiers-clés de l'automobile pour les années qui viennent ».

La formation professionnelle est sans aucun doute la voie qui débouche sur des licenciements « doux », pour tous ceux qui ne correspondraient pas aux critères exigés par la direction.

Début septembre, la direction réunissait à Deauville ses cadres d'entreprise et ses directeurs de succursales. Un des principaux dirigeants du personnel déclara en substance : « Il n'y aura pas de licenciements, mais, messieurs, vous avez le Code du travail. »

Manière claire de dire que la ligne, c'est la caporalisation, l'application à la japonaise

des normes de production. Gare à ceux qui ne seront pas individuellement rentables.

La maîtrise, pendant la grève, a fait preuve d'une agressivité qui en dit long sur ses consignes actuelles : charge du piquet de grève dans la nuit du 2 au 3 octobre à Cléon, manœuvre jumelée avec les cadres contre les grévistes à Douai.

Dès lors, une question centrale se pose : le contrôle par les syndicats et les travailleurs des mesures de formation professionnelle et de mutation mises en place. Un contrôle mais aussi un droit de veto sur les mesures de la direction. En aucune façon, on ne peut faire confiance à une direction contre laquelle il a fallu la grève pour obtenir l'abandon des licenciements. Quoi qu'il arrive, le refus de tout licenciement doit rester l'exigence première.

## Pas un seul licenciement, construire le tous ensemble

Le résultat brut de la grève, sans préjuger des négociations qui vont s'engager mi-octobre, reflète bien les limites du rapport de forces résultant de l'action.

La lutte permet un recul suffisamment ample de la direction pour qu'il soit significatif. Gattaz, chef du CNPF, la droite ont hurlé à la grève presse-bouton de la CGT. S'il y a bien eu une volonté de la centrale de Montreuil d'utiliser cette action, celle-ci ne saurait se limiter à cela. Le mécontentement de masse existait de manière suffisante pour se transformer en action de grève. Ce qui est particulièrement normal quand pendant les congés payés, il est annoncé des milliers de licenciements et la réduction de la prime de fin d'année, pour la première fois depuis 1962.

Depuis longtemps à Renault, une mobilisation touchant plusieurs milliers de travailleurs en même temps n'avait pas été vue. Mais une vraie mobilisation d'ensemble manquait sur tout le groupe. La politique des directions syndicales, mais aussi des limites dans la force du mouvement de grève y sont pour quelque chose.

De même, aucun mot d'ordre de l'ensemble des syndicats unis n'a été lancé sur l'ensemble des usines pour inciter la généralisation de la grève. Ainsi, dans la bataille

d'ampleur qui s'annonce, l'idée d'une coordination des délégués de toutes les usines Renault doit faire son chemin. Se repose de manière permanente le problème : comment porter un coup d'arrêt aux licenciements, dans les entreprises nationalisées ou privées. L'inégalité des sorts réservés aux travailleurs est flagrante.

Assurer un emploi à tous, le capitalisme est incapable de le faire. Cela suppose de se débarrasser des licenciements, c'est-à-dire les patrons, et de réorganiser l'économie selon les besoins des travailleurs. Car la défense de leurs profits est totalement contradictoire avec la défense de l'emploi. Deux millions cinq cent mille chômeurs vivent cette réalité tous les jours.

Ce qui est immédiatement possible, c'est construire un mouvement d'ensemble sur l'emploi, pour arrêter les licenciements, qu'ils frappent dans les PME ou dans les grosses unités de production. On ne peut laisser les patrons licencier et faire dépendre du rapport de forces local le sort des travailleurs frappés.

Les limites du mouvement à Renault tiennent au manque de contrôle démocratique de l'ensemble des grévistes sur leur propre mouvement. Ni comité de grève décidant avec la majorité des travailleurs des actions à suivre, ni assemblée générale quotidienne présentant à l'ensemble des grévistes les rebondissements de l'action, ni contact entre les différentes usines pour étendre le mouvement et le coordonner.

Ce fut plutôt un mouvement flottant, dans lequel les grévistes avaient peu de prise sur l'arrêt de la production, où tout se jouait au sommet des directions de syndicats.

Ainsi, et c'est une première à la régie, les contacts entre la direction de l'entreprise et les syndicats passaient par les fédérations métallurgie de chaque confédération !

La grande leçon de Renault, c'est que s'il est possible de faire reculer un P-DG sur ses intentions de licencier, il faut verser cette victoire au compte collectif de la classe ouvrière et s'en servir comme point d'appui pour organiser le mouvement général contre les licenciements.

Jean Lantier  
François Ollivier

DE NOS CORRESPONDANTS

# Huit jours de grève à Renault

## A Cléon

A partir du mercredi 26, à l'appel de la CGT, CFDT, FO, un millier de travailleurs ont débrayé chaque jour. Le mouvement a donc touché une grande masse de travailleurs de l'usine tandis qu'ils bénéficiaient de la sympathie des non-grévistes. Mouvement important, parce qu'appuyé sur un mécontentement profond concernant les salaires et l'emploi. « Non aux suppressions d'emploi », « 35 heures sans perte de salaire » sont les thèmes centraux. Depuis deux années, des militants de la LCR à Renault-Cléon. Cette question a d'ailleurs vite dépassé dans la grève celle de la prime et

de la cinquième semaine qui avait pourtant servi de détonateur.

La direction avec l'encadrement cherche l'affrontement. De la simple présence physique contre les piquets de grève, ils passeront au stade de multiples provocations pour chercher l'incident. Et puis mercredi matin, ils feront donner leurs groupes de choc pour faire le coup de poing avec un piquet de grève et enfonceront avec leur bulldozer certaines portes de l'usine, brisant les grillages du parking : des méthodes de casseurs au service de ce qu'ils appellent la liberté du travail.

## A Billancourt

3 octobre : débrayage de 2 h 30. Plus de 2 500 travailleurs ont suivi le meeting central. La CGT « prend acte des propositions de Hanon et se tient prête à négocier le plan de reconversion ». Pour la CFDT, « rien n'est encore gagné », même si les résultats sur la prime et les garanties sur l'emploi consti-

tuent un premier pas.

Dans l'ensemble, le sentiment de soulagement domine puisque la direction s'engage à ne pas licencier. Mais règne une inquiétude et l'expectative à l'égard du plan Hanon.

Le meeting se termina par une manifestation de 1 500 ouvriers dans les rues de Boulogne.



de la direction, de faire sortir des pièces détachées de l'usine. La détermination des occupants de l'usine, pendant la nuit du 2 octobre, a eu raison de ces provocations.

Après le recul de la direction, la grève a été recon-

duite une nouvelle fois et à une large majorité le 3 octobre pour obtenir le droit effectif à prendre la cinquième semaine de congés quand les travailleurs le veulent, sans fermeture de l'usine pendant les fêtes de fin d'année, et le paiement des jours de grève.

## A Choisy

A Choisy, la grève a été reconductible depuis lundi. Cette forme a été détermi-

née par un vote à une forte majorité. Certains petits chefs ont essayé, sur ordre

## A Sandouville

Mardi : dès l'annonce de la réduction de la prime par la Régie, la grève démarre. Les quatre heures de grève proposées mardi matin par les syndicats sont transformées en une grève de huit heures reconductible. Résultat : entre 2 000 et 3 000 grévistes le matin... et presque autant l'après-midi.

L'unité syndicale a été réalisée et durera jusqu'au bout, respectée par une CGT majoritaire, une FO importante et une CFDT minoritaire.

La grève a touché d'emblée tous les secteurs de l'usine. Mais le mouvement ne s'est pas appuyé sur une organisation de la grève par

atelier. Les travailleurs ont cherché une formule combative de lutte : pour bloquer les abords de l'usine, les barrages se sont mis en place. Les travailleurs restent éparpillés sur les barrages.

Huit jours passent... Le nombre de grévistes se réduit... Les travailleurs fatiguent... Les gens reviennent dans l'usine sans retrouver les grévistes les plus actifs dans les ateliers. Dès le début, les militants LCR de l'usine avaient proposé l'organisation d'assemblées générales et l'élection par atelier, afin de ne pas déléguer tout le pouvoir à l'intersyndicale.

# La nouvelle ligne CGT à l'œuvre

*« Mettre le paquet », « Nous irons aussi loin que les travailleurs voudront aller », « 2 millions de travailleurs de la rue, pourquoi pas ? », ces petites phrases de Krasucki passent-elles dans les faits à Renault ? Pas si vite... Si la CGT opère sa vraie rentrée à la Régie, le tous ensemble est encore loin.*

La grève de Renault représente les travaux pratiques de la nouvelle ligne de la CGT, après la sortie du PCF du gouvernement.

### Fini, le « tout dépend de vous » ?

Le patronat et la droite dénoncent la grève pressé-bouton. Qu'attendre d'autre que des insultes de ennemis de classe ? La CGT a bien été à l'origine du mouvement et en a été l'animatrice, mais loin d'être une grève CGT, l'action des cégétistes a rencontré non seulement le mécontentement mais le début d'une action de masse des travailleurs de la Régie. Quoi de plus normal pour un syndicat que d'impulser la lutte ? L'inverse est anormal et cette anomalie a duré du 10 mai 1981 à juillet 1984, sous les trois gouvernements Mauroy. Dont acte. La CGT se réveille.

Mais la CGT n'a pas organisé à Renault une grève décidée d'en haut. Parce qu'elle n'a plus les moyens de cette pratique. Entre les décisions

confédérées (allez-y) et les capacités d'application d'une orientation de lutte par des directions syndicales d'entreprises, il y a une marge accrue par la difficulté à changer de ligne si vite.

Si elle a poussé à l'action, la CGT n'a pas cherché à structurer le mouvement en profondeur. Nul appel à des assemblées générales à la prise des postes. Nulle organisation de l'action pour bloquer la production. Ce qu'a fait la CGT dans les usines relève plus de l'épuisement prématuré de la combativité par des ballades incessantes en manifestation dans les différents ateliers. On connaît les risques de ce genre de mouvement qui ne s'étend pas, qui ne gagne pas en nombre et qui ne paralyse pas les usines.

Si la CGT a bien étendu le mouvement au plus grand nombre d'usines possibles, elle n'a pas pour autant organisé de coordination autre que celle passant par les directions de ses syndicats d'usine.

Ainsi apparaît un fossé croissant entre le radicalisme du verbe CGT et l'action concrète à l'entreprise. Si le

mouvement a duré, c'est bien qu'il n'était pas artificiel. Il reposait bien sur de véritables sentiments d'inquiétude sur l'emploi, d'exaspération sur les salaires. Car par méfiance naturelle à l'égard du mouvement des masses, par perte de capacité d'encadrement ou par perte de savoir-faire de ses cadres, la CGT qui voulait bien pousser l'action le plus loin possible se gardait bien de tout déborder en donnant la moindre prise à l'organisation démocratique de la lutte.

De même pour l'unité syndicale. Fait notable, les syndicats CGT de la Régie ont retrouvé son chemin, et ont conclu des accords unitaires d'entreprise. Cette unité syndicale intervient positivement dans la mobilisation. Mais nul appel intersyndical à l'action coordonnée dans l'ensemble des usines du groupe n'est venu renforcer l'action.

### Stratégie industrielle et domaine syndical

La bourgeoisie hurle après la CGT, accusée de casser la Régie. Rien que ça. Nos roquets n'ont jamais mis une telle ardeur à fustiger un patron qui fermait une boîte. La CGT conteste effectivement le déploiement de la Régie aux USA. Elle avance simultanément l'action revendicative et des contre-propositions en matière de gestion de l'entreprise.

Il est normal de contester la stratégie patronale, fondée sur la réalisation et la sauvegarde des profits patronaux. Mais des contre-propositions en terme de gestion ? Y a-t-il à revendiquer une place à côté des patrons pour gérer l'entreprise ? Y a-t-il à postuler pour la cogestion ?

Le point de départ du syndicat est-il le point de vue de l'intérêt national de la marque ou le strict point de vue des intérêts des salariés ? Pour nous, tant que les patrons possèdent sur l'ensemble du territoire le pouvoir économique, alors il n'y a pas d'incursion possible dans le domaine de la gestion. C'est la grande leçon des trois ans d'union de la gauche. Pour avoir joué à ça, la CGT a perdu des centaines de milliers d'adhérents car elle perdait son rôle de syndicat de défense des travailleurs.

Il semble qu'à Renault elle veuille prouver qu'on peut mélanger les genres, syndicat de revendications, de mobilisation et syndicat de contre-propositions. Il faut choisir. Parce que ce que fait Hanon relève de la pure logique de la défense du profit patronal. C'est à cette logique qu'il faut s'attaquer. Pas la réformer en essayant de l'adoucir.

Car la stratégie patronale à Renault comme ailleurs, c'est faire payer aux travailleurs la modernisation, les frais de la concurrence, et la sauvegarde du profit patronal.

Jean Lantier



## Oui, nous pouvons le faire

Imaginons. A la place de quelques déclarations de dirigeants de droite se demandant jusqu'à quand garder Mitterrand, les radios et la télé pourraient annoncer : les centrales ouvrières appellent à l'action dans l'unité pour les revendications et pour exiger du gouvernement des mesures politiques. Cette information, surprenante, provoquerait des réactions différenciées : certains diraient « enfin ! » ; mais d'autres hausseraient les épaules tant leur méfiance et leur écœurement sont grands...

Un tel appel ne changerait pas la situation. Il faudrait des jours pour convaincre ; et des arguments : quelle action, au-delà d'une première vingt-quatre heures avec de grandes manifestations, pour aboutir à une victoire ? Et rien de cela ne serait donc possible sans des propositions d'action nettes : unité pour les revendications, pour une autre politique ; en amplifiant l'action pour faire bon poids face à la droite et aux patrons et pour forcer la majorité à rendre des comptes à ceux qui l'ont porté au pouvoir.

De telles déclarations, elles-mêmes, pour convaincre et mobiliser vraiment, devraient être débattues, partout, dans des assemblées générales de travailleurs.

Imaginer cela ne mène cependant pas loin : comment Krasucki, Maire, Bergeron et Pommatau pourraient-ils, de leur propre initiative, sortir de leurs petits calculs et de leurs tactiques à la petite semaine ? Pourtant, nous n'avons pas tort d'imaginer une mobilisation unitaire, prolongée, pour gagner. Ainsi, la situation se précise. Ce qui est possible : si cette voie s'affirmait, on verrait au bout de quelques semaines arriver les gros renforts de ceux qui veulent « le voir pour y croire ».

Et le rôle de ceux qui veulent une telle mobilisation apparaît mieux : débattre partout de sa nécessité, créer les conditions pour que les travailleurs s'expriment, répondent aux hésitants, faire entendre l'exaspération contre « les directions qui là-haut laissent faire ». Une préoccupation unique, dans des situations différentes mais dont les aspirations convergent.

Dans la fonction publique, oui ou non, voulons-nous défendre les salaires, les conditions de travail, l'emploi ? Et comment peser pour ne pas recommencer des « journées d'action » sans effet ?

Dans les diverses branches industrielles, oui ou non, voulons-nous défendre le pouvoir d'achat et arrêter les licenciements ? Comment faire apparaître les forces de tous ceux et celles qui luttent si jamais une journée commune de manifestations n'est proposée... ? Et comment permettre aux retraités, aux chômeurs et aux travailleurs précaires de mieux se défendre s'ils ne peuvent jamais se racrocher aux autres ?

Permettre la réalisation d'une telle mobilisation unitaire, ce n'est pas gagné d'avance ? Non. Mais c'est l'une des rares questions qu'il vaut la peine de discuter partout.

Pierre Rème

## CREUSOT - LOIRE

# L'exaspération

Qu'on ne s'y trompe pas : le calme apparent des deux dernières semaines cache une exaspération profonde. C'est ce que nous ont expliqué les responsables de la CGT et de la CFDT du Creusot, interviewés à la veille de la réunion du 2 octobre.

Usinor et Framatome ont rendu leur verdict : la reprise de Creusot-Loire par les deux groupes signifierait 1 300 suppressions d'emplois. A première vue, la note semble moins lourde que celle du premier plan de reprise, le plan Five-Lille, 2 500 licenciements, rejeté sans ambiguïté début septembre par les travailleurs et leurs organisations syndicales. Mais la comparaison est trompeuse. Les secteurs expertisés par Usinor et Framatome sont moins nombreux que ceux concernés par le plan

précédent. Et si l'on tient compte de ceux qu'Usinor et Framatome laissent aujourd'hui de côté, le cap des deux mille licenciements est vite atteint.

Une nouvelle rencontre doit avoir lieu vendredi 5 octobre, mercredi 3 se tiennent des assemblées sur tous les sites du groupe. Les travailleurs rejeteront vraisemblablement ce nouveau plan de casse.

Reste un problème : coordonner les forces de tous les sites du groupe pour refuser ensemble les dégâts communs.

## « Un dossier politique », déclare Antoine Tripodi, secrétaire de la CGT

● Quel est le point de vue de la CGT sur le plan de reprise Usinor-Framatome qui doit vous être présenté le 2 octobre ?

La reprise séparée de Creusot-Loire par Usinor et Framatome, n'est pas une bonne solution. Les complémentarités du groupe vont être cassées. A brève échéance se poseront des problèmes de cessation d'activité dans plusieurs secteurs.

Nous avons critiqué le plan Five-Lille quant à ses conséquences sociales, 2 500 licenciements, le plan Usinor-Framatome risque d'être aussi lourd. D'un point de vue industriel ce sera de toute façon un recul sur le plan Five, car le périmètre de reprise des activités de Creusot-Loire a encore été réduit.

● Quelles sont donc les propositions de la CGT ?

La reprise globale des activités, la mise au point d'une politique industrielle d'avenir sont nos deux premières exigences. La CGT revendique toujours la nationalisation du groupe Empain-Schneider, et une prise de participation publique dans

le groupe Creusot-Loire. Ce qui n'exclut pas d'autres participations privées, mais c'est bien le secteur public qui doit jouer le rôle pilote. Il est évident que la politique industrielle actuelle ne correspond pas à ce qu'on pouvait attendre d'un gouvernement de gauche. Creusot-Loire apparaît de plus en plus comme un dossier politique.

● La réunion du 2 octobre risque donc de ne rien régler ?

On va voir ce que l'on nous annonce. Mais il est exclu pour nous d'assister à l'éclatement du groupe Creusot-Loire, avec les suppressions massives d'emplois qui s'en suivraient. Si tel est le cas nous appellerons immédiatement les travailleurs à l'action.

● Renault, la Navale, Creusot... les luttes sont multiples, n'est-il pas temps d'organiser une action d'ensemble ?

Il est certain que ça ne pourra pas durer éternellement comme ça, si le gouvernement ne change pas d'attitude. Le patronat, je n'en parle même pas, mais

est-ce utile ? Licenciements, baisse du pouvoir d'achat, ça ne peut plus durer. Les travailleurs ici sont d'autant plus exaspérés que les pouvoirs publics ne les écoutent pas. On a même un certain mal à canaliser le mécontentement. La CGT est pour l'action de masse, constructive, mais certains — ce n'est pas un jugement péjoratif — poussent à la violence. C'est inévitable lorsqu'on joue avec le sort, la vie des travailleurs.

● Qu'en est-il de l'unité intersyndicale au Creusot ?

Notre position est simple. Chacun défend ses positions, prend ses initiatives dans le cadre de l'unité pour l'action. A la CGT, c'est évidemment l'unité de tous les travailleurs dans les ateliers qui reste notre premier souci. C'est la meilleure garantie.

Propos recueillis par Michel Morel

## « Parlons d'abord réduction du temps de travail », explique Jean-François Gros, délégué CFDT au CCE

● Quelle est votre appréciation devant la reprise éventuelle de Creusot-Loire par Usinor et Framatome ?

On ose espérer que le plan de reprise sera moins coûteux socialement que le plan Five. Sinon la réaction des travailleurs sera exactement la même. Nous ne sommes pas hostiles à une reprise à deux étages : Usinor pour la métallurgie, Framatome pour l'énergie et la mécanique, mais nous voulons qu'il y ait un lien entre les deux, du type consortium ou participations croisées. Nous exigeons en même temps qu'une politique industrielle à long terme soit définie. La notion de sureffectifs ne pourra être discutée qu'à ces conditions. Et dans ce cas, nous parlerons d'abord réduction du temps de travail.

● La reprise par Usinor et Framatome n'est-elle pas une nationalisation qui se cache... ?

Il était évident que seules des entreprises du secteur public, Usinor, Framatome, la CGE étaient capables de se mettre sur les rangs pour reprendre un groupe de notre taille. La reprise par Five Lille, c'était comme vouloir « empêcher le naufrage du Titanic avec une bouée de sauvetage ».

● N'y a-t-il pas une certaine démobilité au Creusot ces deux dernières semaines ?

Non. Les travailleurs attendent. Ils accumulent d'ailleurs, en attendant, une certaine exaspération. Les

Creusotins sont des gens calmes. Mais lorsque cela dépasse les bornes, l'explosion est vive et très rapide.

● Les luttes pour l'emploi sont multiples aujourd'hui. Se battre chacun dans son coin, n'est-ce pas risquer de se faire laminer chacun son tour ?

Ça, c'est vraiment la question de fond. Mais il n'est pas facile de créer des liens. Chacun fait face à des réalités différentes sur le terrain, et risque pour se défendre, de protéger sa chaudière. Je suis tout à fait conscient que dire cela est très grave. Pour notre part, chaque fois que nous sommes dans la bagarre au Creusot, nous parlons pour l'ensemble du groupe. Mais cela n'est pas suffisant, évidemment.

● L'unité d'action paraît très large ici, ouvriers, techniciens et même hauts cadres, intersyndicale.

Cela devrait continuer. Ici, le syndicat — la CGT comme la CFDT — qui prend une initiative seule, se casse le nez. En ce qui concerne les hauts cadres qui se sont mobilisés contre le plan Five, nous avons appelé publiquement et fermement les travailleurs à se méfier d'eux. Rien ne dit qu'on les retrouvera dans les prochaines bagarres. Et nous ne pouvons oublier qu'ils ont été les exécutés des plans de dégraissage passés, cela valait la peine d'être souligné.

Propos recueillis par Michel Morel

BANQUES

# Bérégovoy et les quarante voleurs

*Le patronat bancaire peut être satisfait : les directives de la rue de Rivoli vont au-delà de ses espérances pour casser l'emploi et les salaires. Les entreprises nationalisées sont les « vitrines sociales » de la politique du gouvernement.*

Le 4 septembre dernier, Bérégovoy convoquait quarante P-DG des banques et compagnies financières nationalisées au ministère des Finances. Situées dans le cadre de la lutte contre l'inflation, ses propositions passent par un accroissement de la productivité, une « amélioration de l'efficacité du système bancaire ».

Il explique : « Chacun sait que déjà depuis 1970, le coût de l'intermédiation bancaire s'est sensiblement accru. (...) Cet alourdissement pèse sur l'économie et augmente les charges liées aux bonifications d'intérêts et au financement de la dette publique. Ainsi s'opère un transfert de charges qui nourrit l'inflation. »

A ses yeux, il est urgent que les investissements gigantesques dans les nouvelles technologies soient rentabilisés : « Il nous faut veiller à l'adéquation permanente de la situation des effectifs aux besoins réels de votre établissement » (...) Je souhaite à cet égard, poursuit-il, que des propositions précises soient présentées dans les trois mois, en vous rappelant, comme je vous l'ai écrit le 27 août, que le but à atteindre est d'assurer à chacun de vos établissements une rentabilité lui permettant de couvrir ses risques, de servir une rémunération convenable à ses actionnaires [c'est-à-dire

l'Etat, ndr] et de financer le développement de son activité. »

Il insiste lourdement : *Je vous demande, pour ceux qui ne l'ont pas encore fait, de préparer d'ici à la fin de l'année un plan d'entreprise qui devra être adopté par votre conseil d'administration, et qui pourra donner lieu à l'Etat et votre établissement.*

## De Nora-Minc à Deflassieux

Le rapport Nora-Minc, du temps de Giscard, chiffrait les gains de productivité dus à l'informatisation et notamment dans le secteur tertiaire à 30 %. Ce qui avait permis à Dautresme, P-DG du Crédit du Nord et ancien responsable de l'informatique au Crédit Lyonnais, d'annoncer la suppression « incontournable » de soixante mille emplois dans la profession d'ici 1990. Les instructions ministérielles, en proposant un ajustement permanent des effectifs, viennent, s'il en était besoin, confirmer les prévisions patronales. D'autant qu'aujourd'hui c'est au tour de Déflasseux, P-DG du Crédit Lyonnais, de déclarer à la presse que le secteur bancaire devra supprimer 10 à 15 % des emplois dans la décennie à venir !

Les banques nationalisées doivent donc établir un plan contre le personnel pour imposer une baisse sensible de leurs frais. Deux axes apparaissent inévitablement : pressions sur les effectifs, pressions sur les salaires. Ce plan sera proposé

pour approbation au Conseil d'administration. Il sera intéressant de suivre les positions prises par les conseillers parrainés par la CGT, la CFDT, voire FO.

Dans cette affaire, Bérégovoy semble avoir la mémoire courte. A-t-il oublié

comment, en juillet 1983, des milliers de cols blancs ont rejeté son sale projet de travail six jours sur sept ? A-t-il oublié la grosse grève des banques en février-mars 1984, contre la politique salariale de Delors ?

Christian Benjamin



POUPEES BELLA

## Des manipulations frauduleuses

*Grâce à leur lutte opiniâtre, les travailleurs de Bella dévoilent les manipulations frauduleuses faites par le groupe Berchet avec l'argent public.*

Ce lundi 1<sup>er</sup> octobre, la presse locale de Perpignan titrait sur le scandale financier de l'entreprise Bella. Dans un communiqué commun, les sections syndicales CGT, CFDT, et CFTC déclarent détenir les éléments qui confirment « que Berchet a repris l'entreprise Bella pour financer son groupe. Quelques chiffres vérifiables au cours de l'exercice comptable 1983 : Bella a donné aux diverses sociétés du groupe la somme de 2,7 millions de francs (...) à cela viennent s'ajouter des avances de fond, ce qui fait au total près de 7 millions de francs publics donnés ou prêtés par Bella au groupe Berchet. A cela vient s'a-

jouter encore l'usage de la marque Bella par le groupe Berchet sans qu'aucune rémunération soit rétrocédée à Bella Perpignan... »

C'est à la fin du mois d'août, moins de deux ans après la reprise par Berchet de l'entreprise Bella, que celui-ci annonçait le dépôt de bilan. Le refus du gouvernement de faire la démonstration menait à la suppression de 315 emplois et à la liquidation des biens de l'usine, si... les travailleurs n'étaient pas intervenus.

Dès le départ, ils ont dénoncé la dilapidation des fonds publics — plus de 5 milliards de centimes depuis deux ans —. « L'argent des contribuables a servi à en-

graisser le patron Berchet et ses comparses, ce qui a eu pour résultat un nouveau dépôt de bilan ». Cela faisait plus d'un an que la CGT demandait un contrôle des pouvoirs publics sur la gestion de Bella. Depuis un mois, les trois syndicats réclament l'ouverture d'une commission d'enquête publique.

L'attitude du gouvernement et des pouvoirs publics a été jusqu'ici de faire la sourde oreille et de leur envoyer des compagnies de CRS.

Aujourd'hui, les travailleurs et travailleuses de Bella viennent de faire la démonstration éclatante qu'ils avaient raison.

La semaine prochaine, nous publierons un reportage sur la lutte des « Bellas » qui sont plus jamais déterminés à se battre « jusqu'à ce qu'une solution durable et préservant tous les emplois soit trouvée ».

Sonia Folloni

## THOMSON CHOLET Bonjour l'ambiance !

Mardi 25 septembre, le chef du personnel convoque une personne travaillant à l'informatique pour la licencier. Motif : « sortie d'un listing des salariés de l'entreprise, nées en 1932, pour organiser un banquet ». A 9 h à l'appel de la CGT et de la CFDT, 90 % des travailleurs de l'usine (1 700 personnes) débraient et envoient une délégation au chef du personnel.

Mercredi matin 9 h, 1 500 personnes en assemblée générale décident d'aller occuper les bureaux de la direction, pour arracher « l'arrêt des poursuites ». Le chef louvoie, cède un peu de terrain, puis bloque la discussion :

*« Tant que je n'ai pas de liberté de manœuvre, je ne négocie plus. »*

Chez les grévistes, ça commence à chauffer. « Pas question de le laisser sortir même pour bouffer, tant qu'on a pas eu satisfaction. » 13 h 30, sortie kamikaze de la direction, bloquée par l'ensemble du personnel. Le ton monte « Tu sers à rien, c'est aux travailleurs de diriger. Juliani (chef du personnel), démission ! » Le siège durera jusqu'à 17 h 30.

Le jeudi, après deux débrayages, la direction annonce que la sanction sera mineure, il n'y aura ni licenciement ni mutation extérieure. Il faudra cependant deux longues interventions des dirigeants syndicaux responsables pour obtenir que les travailleurs retournent bosser. De toute façon, rendez-vous est pris mardi 2 octobre pour connaître la suite.

CHIFFRES

0,5 %

La hausse des prix, en août, officiellement, s'élève à 0,5 %. Chiffre assez bas ; mais c'est traditionnel en été. Depuis le début de l'année, et sans compter les augmentations de septembre, la hausse des prix a été de 4,9 % selon l'indice INSEE. Au rythme actuel, elle sera supérieure à 7 % en fin d'année.

15 millions

Les problèmes de lancement de la navette américaine Discovery seraient dus à une « puce » (système électronique microscopique) défectueuse. Le fabricant Texas Instrument estime aujourd'hui à quinze millions le nombre de ces produits qui pourraient être défectueux. Ils équipent déjà des milliers de systèmes d'armes américains, du char au bombardier, aux engins spatiaux... Le problème est « très sérieux », avoue le directeur adjoint de la Défense US. Sans blague...

40 ans

Le parquet de Berlin-Ouest vient d'inculper un juge de la Cour de justice nazie berlinoise qui prononça la condamnation à mort de 5 000 résistants allemands entre 1942 et 1945. Quarante autres inculpations seraient en cours sur les cinq cent soixante juges qui composaient ce tribunal à l'époque. La grande majorité des bourreaux sont morts depuis... Ils ont eu droit à quarante ans de sursis.

30 000

La production mondiale de charbon devrait doubler d'ici l'an 2 000 (2,8 milliards de tonnes en 1983), la direction des Charbonnages de France prévoit 30 000 suppressions d'emplois pour 1988. Elle compte réduire de moitié l'extraction du charbon en France, et se reconvertir dans la construction d'équipements de gisements, livrés clés en main — en Inde par exemple. « Enfin une politique cohérente » approuve le journal patronal la Vie française !

CFDT

# Maire devant son opposition

Edmond Maire voit s'affirmer ses contradicteurs. Après la région Basse-Normandie (Calvados, Manche, Orne), la fédération Hacuitex (habillement, cuir, textile) vient de faire connaître sa contribution au débat.



A plus d'un titre, la région Basse-Normandie (1) et la fédération Hacuitex proposent une réorientation.

Décider de s'exprimer ainsi, à neuf mois du 40<sup>e</sup> Congrès confédéral, est lourd de sens. Ces équipes dirigeantes sont inquiètes devant la désorientation et le découragement créés par les initiatives de la direction confédérale. Cette dernière, en annonçant à tout moment des « ouvertures au patronat » par la voie de la télévision, empêche les sections syndicales d'organiser les travailleurs pour la défense de leurs revendications.

La gravité de cette situation amène aujourd'hui des dirigeants de secteurs importants de la confédération à franchir un pas : des critiques internes au fil de l'actualité à l'expression publique en vue de favoriser le débat et la réorientation de la CFDT. Cet aspect-là n'est pas la moindre nouveauté. L'union régionale Basse-Normandie comme la fédération Hacuitex se sont toujours démarquées du regroupement « Pour une autre démarche syndicale » : elles craignent un phénomène de marginalisation des opposants.

Autour de « Pour une au-

tre démarche syndicale », ne s'est, en effet, rassemblée qu'une partie des 40 % d'opposants du 39<sup>e</sup> Congrès confédéral (à Metz, en mai 1982). Certes, les deux cents syndicats qui l'ont formé mènent des débats et font des propositions dans les diverses régions et fédérations de la CFDT. Ils sont cependant en butte à diverses manœuvres et dénonciations de l'appareil confédéral, même s'ils ont réussi à éviter de s'isoler : leur rôle dans des luttes comme celle de Talbot ou celle des fonctionnaires en mars dernier en témoignent.

Toutefois, la direction confédérale pouvait espérer éviter les débats de fond tant qu'une grande partie de ses opposants ne s'exprimait pas avec force. Cette situation évolue rapidement : la fédération Hacuitex et la région Basse-Normandie donnent une sacrée bouffée d'oxygène à tous ceux qui veulent redresser la barre de la CFDT.

Aussitôt la presse, — notamment *le Monde* (2) —, a parlé de l'éventualité d'un regroupement de l'opposition, évoquant une « contribution » commune, comme lors du congrès d'Annecy en 1976. Mais cette analogie fausse les

choses : en 1976, il s'agissait d'un texte élaboré par plusieurs équipes dirigeantes qui, sentant la dérive d'Edmond Maire, tenaient à affirmer la nécessité de la « rupture » avec le capitalisme dans la perspective de l'échéance électorale de 1978. Cette fois-ci, la démarche ne part pas du sommet, mais de la confrontation entre des équipes diri-

geantes et leurs syndicats de base : très différents de style, les deux textes parus en témoignent (3).

Il s'agit en fait de l'expression d'un bilan, d'un refus et d'une volonté : bilan de la collusion entre la direction confédérale et la politique gouvernementale, refus d'un syndicalisme devenu capitaliste, volonté de redé-

velopper un syndicalisme de masse, prenant en charge les revendications, construisant la mobilisation et l'unité d'action. La « rupture » avec le capitalisme est bien sûr toujours aussi nécessaire ; mais il ne s'agit plus d'un débat plus ou moins abstrait pour les militants. C'est l'enjeu des luttes actuelles et des débats en cours pour un retour de la

CFDT à une orientation de lutte de classes.

Pierre Rème

(1) Voir *Rouge* du 14 et du 21 septembre.

(2) *Le Monde* des 27 et 28 septembre.

(3) Celui de Basse-Normandie s'intègre dans la préparation de leur congrès régional de mars 1985 ; celui d'Hacuitex prépare leur conseil national des 29 et 30 novembre prochain.

## CFDT-HACUITEX

### « Revenir à la lutte de classe »

*La fédération Hacuitex rejette l'orientation confédérale : rassemblant des travailleuses et travailleurs aux très bas salaires, en butte à de massives attaques contre les conditions de travail et l'emploi, elle n'est que trop « bien » placée, — malheureusement ! — pour constater la faillite de la recherche de « nouvelles solidarités » avec le patronat.*

*Du texte de dix-huit pages, élaboré pendant plusieurs mois, nous présentons quelques brefs extraits, révélateurs de sa portée.*

#### Un constat

« Il est indispensable de ne pas rester en spectateurs désabusés qui regardent le syndicalisme qui s'effrite. Il faut, bien sûr, en rechercher les causes mais surtout dégager une stratégie capable de donner des perspectives tant aux militants qu'aux travailleurs pour faire barrage à la démolition croissante du monde syndical. »

Il faut donc retourner à « un syndicalisme de revendications, visant à obliger le patronat à concéder des améliorations de situation (salaire, emploi, droits sociaux) et s'opposer à « un

syndicalisme de concessions réciproques qui lui a été substitué ».

#### Un choix anticapitaliste

« Il nous faut affirmer que le débat doit avoir lieu : la CFDT a changé de ligne (...) Il ne faut pas le cacher plus longtemps et il faut en débattre, sereinement, dans l'organisation. Ce ne doit pas être un débat idéologique déconnecté de la réalité, mais un débat de stratégie : comment avancer vers le socialisme autogestionnaire, dans la situation actuelle. Pour la fédération Hacuitex, il est important de réaffirmer notre option socialiste, non pas comme une simple démarche, mais comme un enjeu structurel de notre société. Ce choix doit condi-

tionner nos alliances, en priorité sur des bases anticapitalistes, c'est-à-dire avec la CGT, telle qu'elle est, avec le sectarisme et le suivisme vis-à-vis du PC que nous lui connaissons. » D'où la critique des positions actuelles de la direction confédérale. « La permanence du marché comme régulateur à long terme et la non-remise en cause de la propriété privée des moyens de production et d'échange posent le problème de la définition même du socialisme et de ce qui le différencie du capitalisme. »

#### Pour un fonctionnement démocratique

« Depuis plusieurs années maintenant (...) la méthode de lancer de nouvelles positions sans débat aboutit à exclure des militants du débat et de l'élaboration de l'orientation de la CFDT. » « Ce fonctionnement, poursuit le texte, percuté également nombre de militants dans leurs convictions militantes ; ainsi, la grève des fonctionnaires du 8 mars 1984 a été condamnée par la CFDT (...) Elle introduisait une sorte de contradiction a priori entre sa-

laire et emploi comme s'il y avait vases communicants entre les deux, elle semblait opposer fonctionnaires et travailleurs du privé à un moment où l'antifonctionnarisme est largement propagé par ailleurs. »

#### Une stratégie d'action

« — Une réflexion doit être engagée sur les possibilités d'avancer vers la conquête du pouvoir économique dans une période où la gauche est au pouvoir. Comment avancer vers l'appropriation collective des moyens de production et d'échange ? Ce débat semble complètement de côté actuellement. »

« Un programme d'action concret avec appel à des mobilisations complémentaires sur le terrain, mais aussi nationales, doit être élaboré en sachant mettre en place toutes les étapes pour la mise en œuvre de cette stratégie. (...) — Sur le SMIC, le pouvoir d'achat des bas salaires, la réduction du temps de travail, pour ne prendre que ces exemples, il faut que la confédération prenne des initiatives nationales. »

Vient de paraître

## Critique Communiste

revue mensuelle

de la Ligue Communiste Révolutionnaire

(section française de la IV<sup>e</sup> Internationale)

n° 34

octobre 84 / 14 fr.

#### Sommaire

Extraditions

Mesure scélérate et honteuse

•

Ecole

Une grave défaite politique

•

Dérive de la direction CFDT

•

**LA GREVE DES MINEURS BRITANNIQUES**

•

Lire « Printemps portugais »

•

Un livre du PCF sur Léon Trotsky

Dossier

## La dérive

Après les Basques, les immigrés. L'annonce, en ce début du mois d'octobre, d'un train de mesures répressives concernant l'immigration « clandestine » (voir ci-contre) est venue dissiper tous les doutes. La remise à l'Espagne de trois militants n'était pas une faute politique. Elle s'inscrivait dans une démarche d'ensemble. Désormais, ce gouvernement n'hésite plus à s'attaquer à ses dernières références. Comme s'en félicitait le *Quotidien de Paris* du 2 octobre : « Laurent Fabius a très vite montré qu'il ferait table rase de l'héritage idéologique de son prédécesseur. »

La nouvelle attitude du pouvoir dans le domaine des libertés illustre une double dérive. Dérive de sa politique générale tout d'abord. Capitulant devant la droite et les patrons, les vainqueurs du 10 mai assument toutes les conséquences de leurs choix économiques, en s'en prenant à une catégorie entière de la population laborieuse : celle que touchent en priorité les plans de restructurations industrielles. Peu importe, à leurs yeux, que de telles mesures divisent les travailleurs. De toute façon, les possédants y trouvent leur compte puisque cela affaiblit globalement les capacités de combat du mouvement ouvrier.

Dérive sécuritaire ensuite. Confronté aux succès de la démagogie de la droite et de l'extrême droite, le gouvernement entend chasser sur le même terrain. En faisant la démonstration de sa fermeté face aux militants politiques exilés dans l'Hexagone, en se préparant à étrangler le droit d'asile, comme Giscard tenta de le faire en son temps, il espère obtenir un bénéfice électoral et surtout, convaincre une partie de la droite de la réalité de son tournant politique. Mais en procédant ainsi, il ne parviendra qu'à donner un peu plus de crédit aux thèmes d'un Chirac ou d'un Le Pen. Et il ouvre une trappe par laquelle bien des conquêtes démocratiques pourraient un jour passer.

Il ne faut pas les laisser faire. Il appartient à tous ceux qui sont conscients du danger de se remobiliser. A se perpétuer, la passivité qui a entouré l'extradition des militants basques, en particulier dans le mouvement ouvrier, ne pourrait avoir que de graves conséquences. Trois ans après le 10 mai, on doit verser un nouvel élément au passif déjà monumental de nos gouvernants : l'heure est de nouveau à la formation d'un large front unitaire pour la défense des libertés.

Christian Picquet

# France terre d'expulsion e

*Au-delà de l'extradition de trois militants basques, le 26 septembre, une attaque frontale contre le droit d'asile se profile. Un projet de circulaire émanant des services de Laurent Fabius éclaire les mauvais coups qui se trament sous les lambris ministériels. Le fait que ce texte ne soit pas encore en application n'atténue en rien la menace.*

L'extradition de trois militants basques, le 26 septembre, n'a pas constitué un coup de tonnerre dans un ciel jusqu'alors serain. Depuis des mois, le terrain avait été préparé. Et cet acte scélérat en annonce d'autres, actuellement mitonnés dans les allées du pouvoir.

Nous sommes ainsi en mesure de révéler le contenu d'un projet de circulaire émanant du délégué interministériel aux réfugiés qui travaille sous les ordres du Premier ministre. Adressée aux préfets de région et aux préfets de police, elle date de juillet dernier et vise officiellement à assouplir la procédure d'obtention du statut de réfugié. Mais, c'est une attaque frontale contre le droit d'asile qui transparaît. Trois grands points méritent de retenir plus particulièrement l'attention.

Au-delà des seuls demandeurs du statut de réfugié, le texte entend doter les pouvoirs publics d'un dispositif « dissuasif » (le

mot est employé à plusieurs reprises) à l'encontre des étrangers débarquant en France.

### 1. Une atteinte au droit de séjour des étrangers

Le préambule de la circulaire est, à cet égard, des plus éloquentes : « L'accroissement continu, au cours des dernières années, du nombre des demandeurs d'asile qui, de leur seule initiative, se présentent à la frontière ou sur le territoire français, la difficulté corrélative de maintenir de bonnes conditions de prise en compte de leurs demandes et un raisonnable délai de reconnaissance des réfugiés véritables, la constatation enfin, qu'une proportion notable et croissante des demandes de reconnaissance est injustifiée, et n'a d'autre objet que de contourner l'arrêt de l'immigration, ont conduit le gouvernement à délibérer des orienta-

## Premier bilan d'une mobilisation

La campagne pour empêcher l'extradition et l'expulsion des militants basques a révélé le degré d'anesthésie et de capitulations des principales organisations ouvrières et démocratiques. En dehors de l'extrême gauche, de quelques associations et d'une poignée d'intellectuels, personne n'a levé le petit doigt.

Profondément divisée, la Ligue des droits de l'homme n'a pris position que le dernier jour. La CFDT et FO ont brillé par leur silence. La CGT, quant à elle, s'est contentée d'un communiqué de presse, dont le seul mérite est d'avoir été publié avant les extraditions ; ce qui ne fut pas le cas de la prise de position du PCF. En effet, il faudra attendre la décision du conseil d'Etat, le 26 septembre, pour que le PCF s'exprime par la voix d'André Lajoie. Les trois extradés étaient déjà à Madrid...

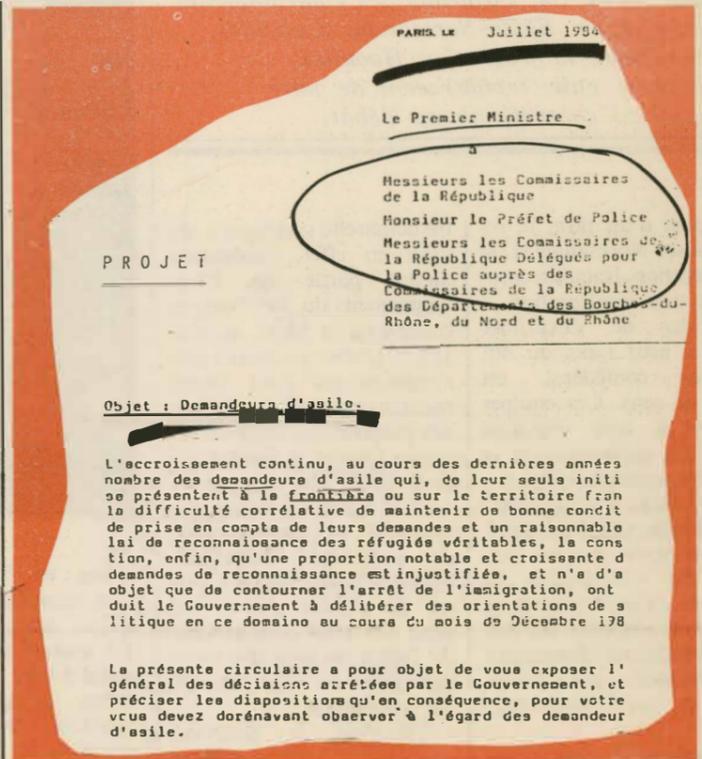
Reprenons quelques faits. Le 24 septembre, une réunion est convoquée par le comité de soutien aux réfugiés basques pour préparer une manifestation de rue. Avec les organisations d'extrême gauche sont

aussi présents le PCF et le PSU. Une question est posée au représentant du PCF : « Quelle est votre position sur ces extraditions ? » Réponse : « Nous n'avons pas encore pris position parce que nous manquons d'informations et nous sommes venus pour cela »...

Deux heures plus tard, le PCF et le PSU donnent par téléphone leur réponse quant au projet de manifestation : le PSU refuse « parce que les organisations appelantes ne sont pas représentatives ». Le PCF refuse « parce qu'il manque les organisations syndicales et politiques représentatives ». Alors une question toute naïve se pose : pourquoi le PSU qui se prétend représentatif et le PCF qui l'est assurément n'ont-ils pas signé pour que les organisateurs deviennent « représentatifs » ?

Triste bilan de trois années de gauche au pouvoir. Les milliers de manifestants de Paris et de province auront quand même montré au peuple basque que l'internationalisme n'était pas mort.

Alain Krivine



tions de sa politique en ce domaine. »

Voilà qui a au moins un mérite : celui de lier franchement l'attitude gouvernementale sur le droit d'asile et les dispositions adoptées dans le cadre de la lutte contre « l'immigration clandestine ». Ce n'est plus la menace du terrorisme international qui doit dès lors être invoquée, mais plutôt celle d'un « excédent » de population étrangère. Décidément, les

thèmes de Le Pen essaient progressivement.

### 2. L'asile soumis à l'arbitraire préfectoral

Parmi d'autres innovations juridiques, le texte émanant de l'hôtel Matignon prévoit que désormais l'accès à l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA), l'organisme statuant sur les

demandes né à l'obtention des préfets.

« La détermination est ainsi le résultat de l'instruction de l'indication du rédacteur : « L'indication doit, en tout cas, être rejetée, ce qui entraîne l'interdiction de recevoir... »

Par conséquent, il est recommandé de laisser s'engager entre les services administratifs pour participation. Déjà,

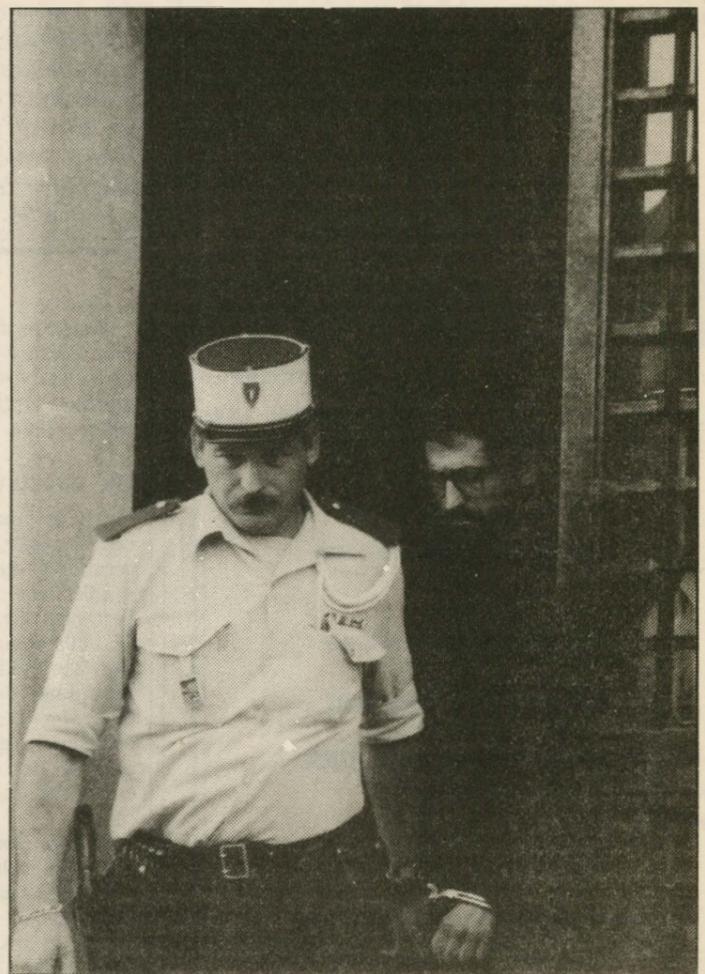
## Les

Après la manifestation basque, il a été très difficile de généraliser la téléphonie mobile.

● Comment riposter imm

Dans un processus de collectivité de collaboration autour d'un projet, il a été très difficile de recueillir mille signatures. La réaction a été très décevante lorsque les élections ont été connues, et la majorité de la manifestation basque n'y a pas participé. Cette nuit-là, ceux qui sont sur les routes, surtout ceux qui ont arrêté la manifestation des barrières frontales à la frontière et de... »

Ce fut d'abord un mouvement minoritaire mais tous les symboles compris les lors de la seconde étape de la manifestation générale du 26 septembre, qui a été comme un succès très dur. Les affrontements in-



# E, d'extradition

est subordon-  
d'un récépissé  
deur, par les

du récépissé  
acte de l'ins-  
ande d'asile »,  
nent. Et son  
ait immédia-  
ulte (...) que le  
as être délivré  
de cause, être  
drait superfé-  
de la deman-  
nce. »

la décision de  
processus est  
ains d'une ad-  
ne passe pas  
nent progres-  
fréquent au-

jourd'hui de voir les services de police ne pas tenir compte des demandes d'asile déposées par des ressortissants étrangers et les déférer à la justice pour « entrée et séjour irréguliers en France ». Qu'en sera-t-il demain avec de telles directives ? On entre de plain-pied dans le domaine de l'arbitraire.

Le pouvoir des préfets est encore renforcé par la disposition de la circulaire qui les autorise, une fois le récépissé accordé, à adresser leur point de vue aux délégués régionaux de l'OFPPA, chargés d'étudier les dossiers individuels. « Dès remise de ces documents, est-il indiqué, vous transmettez immédiatement au délégué régional une note suc-

cinte concernant l'intéressé (...) Vous y ferez état, le cas échéant, de toute circonstance particulière qui pourrait inciter l'OFPPA à examiner la demande en priorité. »

Avec de telles formulations, le corps préfectoral se voit reconnaître le droit d'« éclairer » les délibérations d'une institution réputée indépendante. Toutes les pressions, toutes les manipulations fondées sur de simples enquêtes de police, deviennent dès lors envisageables.

### 3. Des réfugiés en état d'insécurité

La circulaire mentionne encore un certain nombre de cas

où le récépissé préfectoral peut être purement et simplement refusé, les réfugiés pouvant alors déposer leurs demandes d'asile.

L'une d'elles est résumée ainsi : « Si la présence en France de l'étranger constitue une menace grave pour l'ordre public : tel est le cas de l'étranger qui fait l'objet d'une procédure d'expulsion en cours, ou qui est susceptible de faire l'objet d'une procédure d'expulsion en raison de son comportement. »

Ici encore, le flou règne en maître et autorise tous les abus. Qui décidera par exemple (et sur la foi de quels renseignements) qu'un demandeur est « susceptible » d'être expulsé « pour son comportement » ?

Plus grave encore, surtout après les dernières extraditions, la circulaire évoque un autre cas : « Si l'étranger fait l'objet ou doit faire l'objet soit de poursuites judiciaires pouvant entraîner l'extradition (cas de l'étranger faisant l'objet d'un mandat de recherche international), soit de poursuites judiciaires fondées sur un crime ou un délit de nature à caractériser une menace grave pour la sûreté de l'Etat ou la sécurité publique. »

N'en doutons pas, pareille formule peut aider n'importe quelle dictature d'empêcher un opposant d'obtenir la protection de la France en déposant une demande d'extradition. Le régime turc agit très fréquemment de cette façon, mais jusqu'alors ses demandes ne possédaient pas de pouvoir suspensif sur la décision des services français.

Nombre d'exilés risquent donc de se retrouver dans une situation d'insécurité juridique totale. Et l'appareil judiciaire — dont on connaît les traditions réactionnaires — va d'autant plus facilement pouvoir contester leur qualité de militants

politiques et répondre positivement aux demandes d'extradition.

Il convient également de noter que cette définition donne aux pouvoirs publics les moyens de violer la Convention de Genève. Celle-ci stipule en effet : « Aucun des Etats contractants n'expulsera ou ne refoulera, de quelque manière que ce soit, un réfugié sur les frontières où sa vie et sa liberté seraient menacées, en raison de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques. » Pour passer outre, il suffit désormais que le pouvoir argue du fait que le réfugié constitue « une menace grave pour la sûreté de l'Etat ». C'est bien une liberté fondamentale qui serait gravement absente, si un tel texte voyait finalement le jour. Imaginons de surcroît ce qu'un gouvernement de droite pourrait se permettre grâce à lui. Si on la laisse faire, cette équipe, qui parlait hier de « nouveaux espaces de liberté », nous prépare un avenir douloureux.

Christian Picquet

## IMMIGRES

# Une population proscrite ?

*Le gouvernement ira-t-il jusqu'à saborder lui-même ses propres réalisations ? On peut se poser légitimement cette question lorsqu'on voit les mesures indignes qu'il propose de mettre en place en matière d'immigration*

Lors des journées parlementaires, Fabius a annoncé « que des mesures seraient prises en matière d'immigration, visant notamment à dissocier le cas des immigrés en voie d'insertion de celui des immigrés que la France ne peut pas accueillir ». G. Dufoix, lundi matin, mettait carrément les pieds dans le plat en chiffrant à quatre millions le nombre d'immigrés que « nous pouvons insérer » ! Comment ne pas entendre, à travers ces propos inquiétants, qu'il s'agit de donner un tour plus vigoureux au contrôle de l'immigration, à la chasse aux prétendus clandestins ! Et jusqu'où le gouvernement ira-t-il ?

Selon les premières informations, deux types de mesures seraient annoncées dans un prochain conseil des ministres. L'une concerne le regroupement familial qui permettait à un travailleur immigré de faire venir sa famille en France. Cette possibilité serait désormais restreinte. L'autre concerne le renforcement du contrôle des « clandestins » et risque d'amener à entériner les pratiques policières qui outrepassent largement le compromis passé en 1982 pour les vérifications d'identité.

Enfin, certains osent même évoquer la possibilité d'amender la loi de 1981, supprimant la garantie du tribunal dans les cas d'expulsion. Ce qui aurait pour conséquence un retour aux méthodes expéditives que l'on a bien connu au moment où Bonnet était ministre de

Le gouvernement irait-il donc jusqu'à saborder lui-même ses propres réalisations ? Les députés et militants socialistes vont avoir une nouvelle occasion d'avoir le mal de mer !

Ces mesures sont indignes, elles doivent susciter prises de position immédiates et mobilisation de tous ceux qui, comme l'affirmait récemment le PS, pensent que l'on ne résoud pas le problème de la crise en mettant dehors les travailleurs immigrés ou en leur faisant subir une répression policière accrue.

Les propos tenus par Fabius sont indignes et alimentent le poison du racisme quand il accredité Le Pen et l'extrême droite de « poser des questions qui sont vraies » dans ce domaine. D'ailleurs, que l'on sache, Le Pen ne se pose pas de questions, lui. Il affirme que les immigrés sont fauteurs de chômage, cause de l'insécurité et de la délinquance, etc. Mis sous la forme interrogative par Fabius, cela donne « des interrogations »... « nées de la crise ». Mais qu'est-ce que ce tour de passe-passe ? Comme si la relation de cause à effet entre la crise et la présence de travailleurs immigrés allait de soi !

Faut-il rappeler à Fabius qu'en 1974, il n'y avait pourtant pas la crise, et le nombre de travailleurs immigrés était plus important que maintenant. A se poser les mêmes questions que Le Pen, le risque est grand que Fabius trouve les mêmes réponses.

Sonia Folloni

## réactions au pays basque

adition des trois militants nationalistes  
réactions dans l'Etat espagnol ont  
férencées. Au lendemain de la grève  
Pays basque, nous avons demandé par  
uis Enrique, membre de la direction de  
LKI, section de la IV<sup>e</sup> Internationale  
Etat espagnol, de nous faire un  
premier bilan.

t passée la  
?

produits avec les nombreuses  
forces de police.

● Comment a été suivie la grève  
du 26 ?

La riposte a été diversifiée. La grève a été totale dans les régions de Tolosa et Ondarroa, et très puissante à Guernica, Marquina, Renteria, Ernani. La participation a été plus faible à Pampelune et Vitoria. Les trans-

ports, les services et le commerce ont été les plus touchés par le mouvement et ce sont surtout les petites et moyennes entreprises qui ont fait grève. Les piquets ont joué un rôle décisif dans l'extension.

● Quelles ont été les réactions dans le mouvement ouvrier de l'Etat espagnol ?

Malheureusement, les partis ouvriers majoritaires, PSOE et PCE, ont réagi de manière identique : tous deux justifient les extraditions et ont refusé la moindre mobilisation, tant en tant que partis qu'au travers de leur influence dans les syndicats qu'ils contrôlent (UGT et Commissions ouvrières).

Ce sont donc les organisations révolutionnaires comme la LCR, le MCE et les organisations nationalistes dans le reste de l'Etat qui ont pris en charge la riposte. Celle-ci est restée minoritaire en

dehors d'Euskadi, mais pèsera de tout son poids pour préparer la mobilisation face aux prochaines extraditions demandées.

● Quelles initiatives a prises la LCR-LKI ?

La LKI a joué un rôle important dans toutes les initiatives unitaires dont je t'ai parlé, en plus de son propre travail d'agitation et de propagande. Les initiatives de la LCR dans le reste de l'Etat espagnol ont visé à rechercher l'unité et à développer l'agitation par des enchaînements, des bombages de peinture et des affichages. Nous avons participé aux manifestations de Barcelone et de Madrid qui ont réuni plusieurs centaines de personnes, ainsi qu'à la campagne de signatures de la « lettre aux peuples » ou de lettres similaires.

Propos recueillis  
par Georges Villetin

## Ils n'ont pas gardé le silence

En dépit du silence qui a régné à gauche sur cette question, de nombreuses organisations démocratiques, syndicales ou humanitaires ont pris position contre l'extradition des trois militants nationalistes basques. Nous en citons quelques-unes :

● Le Comité pour la défense des droits de l'homme en pays basque : « Toute extradition, assignation à résidence, et tout refus d'octroi du statut de réfugié politique est contraire à la Convention de Genève ratifiée par la France, parce

que chacune de ces mesures dénature la lutte politique en la présentant comme criminelle. »

● France-terre d'asile : « Devons-nous en conclure que le gouvernement commence à appliquer la Convention européenne sur la répression du terrorisme, que le Parlement n'a pas ratifiée, et contre laquelle se sont élevées, avec France-terre d'asile, les nombreuses associations réunies dans la Commission de sauvegarde du droit d'asile ? »

● La Confédération des syndicats de travailleurs-paysans

(CNSTP) : « Comment la France a-t-elle donné un label de pays "démocratique" à l'Espagne où pourtant, d'après les rapports officiels (Ligue des droits de l'homme, Amnesty International...), l'application de tortures est largement utilisée dans les commissariats et autres ? »

● La CIMADE : « L'extradition serait un acte grave, car les garanties élémentaires de la personne et des règles judiciaires ne sont pas actuellement assurées pour les Basques espagnols. »

**Budget**  
Plein la gueule  
et pas un rond

# Les besoins oubliés

*Dans la propagande en faveur du budget, un bourrage de crâne systématique cherche à présenter l'informatisation à marche forcée de la société comme la voie royale pour sortir de la crise. Pendant ce temps, des besoins élémentaires sont oubliés.*

D'un point de vue très général, il n'y a que deux explications cohérentes du chômage. Ou bien, il est le résultat des blocages qui affectent le bon fonctionnement du capitalisme. Ou bien il est provoqué par la saturation des besoins. Il suffit de jeter un coup d'œil sur la situation du Tiers Monde pour rejeter cette dernière argumentation. Et, de plus en plus, il suffit simplement de regarder... autour de soi.

## Les « nouveaux pauvres »

Dans son numéro du 21 septembre dernier, *Libération* découvre que « les pauvres gagnent du terrain » et que depuis dix-huit mois, 600 000 chômeurs ont perdu toute indemnité, à cause des effets du décret Bérégovoy de novembre 1982. Voilà décidément un spécialiste de la bonne gestion financière. Mais c'est un bien pauvre scoop par ailleurs : le phénomène n'est pas nouveau et se retrouve avec encore plus de précision dans les tableaux ci-contre empruntés à *Alternatives économiques*.

« En devenant un phénomène massif, le chômage change de nature : il aggrave et exacerbe certaines inégalités, frappe de plein fouet les diverses catégories qui cherchent à entrer ou se réinsérer dans le monde du travail, et finalement nourrit des processus de précarisation, de sélection, d'exclusion, qui risquent d'entraîner un délabrement de larges zones du tissu social » note avec clairvoyance un rapport officiel.

Il y a donc des besoins insatisfaits : ceux des chômeurs et des exclus pour commencer. Des besoins croissants : en 1983, le pouvoir d'achat moyen des allocations chômage a reculé de 8 %. Le problème n'est donc pas tant d'« inventer de nouvelles consommations », mais de faire fonctionner l'économie en vue de répondre à ces besoins urgents et pressants. L'un des plus élémentaires, c'est le logement.

## Surpeuplement : un logement sur six

Les premiers résultats du recensement de 1982 viennent d'être publiés. On y constate une amélioration dans la situation globale du logement sur les vingt dernières années. Mais le chemin à parcourir reste important. Sur 19 590 000 résidences principales recensées, 148 280 n'ont pas l'eau, 2 947 700 n'ont pas de WC à l'intérieur du logement. Enfin, 3 093 560 logements sont en état de surpeuplement, celui-ci étant défini par rapport à une norme peu exigeante puisque deux adultes plus deux enfants de plus de 7 ans correspondent à trois pièces.

Il y a là des débouchés non négligeables. Et pourtant, le bâtiment ne s'est jamais si mal porté : le point culminant des mises en chantier a été atteint en 1973. Quelques chiffres peuvent illustrer l'ampleur de cette crise : 300 000 emplois supprimés entre 1974 et 1982, 4 300 entreprises en 1982. Et dans ce bilan, il faudrait ajouter les effets en retour sur les autres branches de l'économie et qui fournissent le ciment, l'acier, le verre, etc.

Ce recul est facile à comprendre : la hausse des taux d'intérêt et l'austérité découragent les acheteurs potentiels d'

les HLM, « l'entretien courant n'est pas fait à un niveau satisfaisant et constitue le poste d'ajustement sur lequel se réalisent les compressions des dépenses. » Ainsi, 170 000 prêts d'accession à la propriété inscrits au budget 1983 n'ont pas été consommés. Il s'agit là d'une appréciation globale : le marché des résidences secondaires, par exemple, va bien, merci : 572 000 réalisations entre 1975 et 1982, soit le quart de la construction. On pourrait jouer longtemps à ces rapprochements incongrus que permettent les statistiques : en 1982, en France, il y a 1 784 000 logements vacants. Dans le même temps, « 23 % des ménages où la personne de référence est âgée de 75 ans ou plus ne disposent ni de WC ni d'installations sanitaires ».

Face à cette situation, la seule mesure prise dans le budget 1985 consiste en déductions fiscales pour l'acquisition de logements, en vue de les louer : encore un cadeau aux possédants. « MM. Bérégovoy et Quilès auront bien du mal à faire passer ces mesures pour des mesures de justice sociale et fiscale » commente sèchement le *Monde* du 14 septembre 1984.

## Les équipements collectifs à la traîne

La crise et l'austérité conduisent progressivement à un rétrécissement des budgets affectés à l'ensemble des équipements collectifs ; les investissements des collectivités locales, par exemple, sont en 1983 à un niveau inférieur à celui de ... 1976.

Crèches, centres de santé, hôpitaux, écoles, etc. : le parc n'augmente à peu près plus. Dans les écoles, le nombre d'élèves par classe baissait ; on fait semblant de découvrir qu'il n'a aucun effet sur les résultats scolaires et on laisse filer. Du coup, les créations de postes se font au compte-gouttes comme l'explique Pommatau, secrétaire de la FEN, dans *Enjeu* n°15 : « Tenons-nous en aux chiffres officiels. Le IX<sup>e</sup> Plan a chiffré à 18 000 le nombre des emplois à créer pendant sa durée, ce qui correspond à une moyenne d'environ 4 000 postes par an. Le budget de 1984, première année du plan, en a apporté 1 260. Celui de 1985 n'en apporte que 1830. Le retard continuera donc à se creuser. »

## La rupture

Et pourtant, une relance du logement et des équipements collectifs aurait de nombreux avantages ainsi résumés par les experts du Plan : « Le bâtiment constitue un secteur non importateur, pourvoyeur d'emplois et dont le rôle est affirmé dans la politique de maîtrise de l'énergie. »

Il s'agit donc — et c'est le bon sens — de remettre l'économie sur ses pieds : il y a d'un côté des besoins non satisfaits, de l'autre côté des travailleurs sans emploi et des capacités de production inemployées. Cela devrait donc marcher.

C'est pourtant trop simple ; il ne suffit pas de décrire ce rapprochement fructueux, encore faut-il identifier les obstacles et les Ils tiennent en quelques mots : d'un « partie croissante de ces besoins ne

## 450 000 logements par an...

Y aurait-il saturation des besoins ? A moins d'habiter dans les beaux quartiers, la réponse est évidente. Les experts du groupe de travail « Financement du logement » du IX<sup>e</sup> Plan confirment. Dans leur jargon : « Il devient difficile aux jeunes ménages en particulier de trouver un logement de ville : cette situation, fût-elle limitée à quelques bassins d'habitat, ne peut être considérée comme acceptable et la mise au point de mesures correctives devient impérative. » Et avec des chiffres : « La baisse de la construction neuve de ces dernières années a donc principalement porté préjudice au renouvellement du parc : 30 % des logements dont on

pouvait ainsi prévoir la disparition sont restés en usage. » Autrement dit, avec « un taux de renouvellement de 0,44 % seulement », cela signifie que le parc immobilier n'est pas renouvelé.

Le groupe de travail avance une estimation globale : « Le volume total des besoins à satisfaire suppose que la construction neuve s'établisse entre 400 et 450 000 réalisations annuelles. » C'est une estimation modeste : il y avait 550 000 mises en chantier en 1974, 450 000, c'était la promesse du candidat Mitterrand : on en est à 345 000 en 1982.

M. D.

sont pas « solvables », en raison de l'austérité et d'une répartition inégalitaire des revenus et, de l'autre côté, ils ne sont pas jugés rentables par les capitalistes, sans même parler du poids de la spéculation foncière qui représente à elle seule 30 % du coût du logement dans la région parisienne.

Il ne s'agit pas d'un débat d'experts. Pour mettre en œuvre un tel programme, il faut balayer les obstacles qui empêchent que ce soit la satisfaction des besoins du plus grand nombre qui guide l'orientation de l'économie. Il faut prendre les leviers de

commande, faire l'inventaire des besoins et organiser la production en fonction des priorités ainsi dégagées.

L'exemple de tel CES équipé de micro-ordinateurs, mais où les WC sont hors d'usage, faute de crédits, illustre la logique profonde du capitalisme qui trie les besoins « recevables » en fonction de ses propres critères de rentabilité. Pour rompre avec la crise et la régression sociale qui l'accompagne, c'est avec cette logique du profit qu'il faut rompre.

Maxime Durand

## Répartition des DEFM (1) et des chômeurs non-indemnisés en janvier 1983

catégories	Non-indemnisés	D.E.F.M.	Rapport du nombre de non-indemnisés aux D.E.F.M. (en %)
	Effectifs	Effectifs	
<b>Hommes</b>			
moins de 25 ans	186.100	384.721	48,4
de 25 à 49 ans	233.255	479.376	48,7
50 ans et plus	62.637	214.435	29,2
<b>Total hommes</b>	<b>481.992</b>	<b>1.078.532</b>	<b>44,7</b>
<b>Femmes</b>			
moins de 25 ans	259.744	491.317	52,9
de 25 à 49 ans	194.361	419.706	46,3
50 ans et plus	47.443	139.770	33,9
<b>Total femmes</b>	<b>501.548</b>	<b>1.050.793</b>	<b>47,7</b>
<b>Ensemble</b>	<b>983.540</b>	<b>2.129.325</b>	<b>46,2</b>

(1) Demandeurs d'emploi en fin de mois.

## Taux de chômage par sexe et par âge

Tranches d'âge	Mars 1975			Mars 1981		
	Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble
15 - 17 ans	10,3	22,4	15,4	18,3	54,9	31,1
18 - 24 ans	6,6	8,3	7,4	12,6	22,4	17,4
25 - 39 ans	2,1	3,5	2,6	3,9	8,0	5,6
40 - 49 ans	2,0	2,9	2,3	2,8	5,9	4,0
50 - 59 ans	1,9	2,9	2,3	4,1	6,2	4,9
60 ans et plus	2,3	1,8	2,1	3,2	4,0	3,5
<b>Ensemble</b>	<b>2,8</b>	<b>4,4</b>	<b>3,4</b>	<b>4,9</b>	<b>9,9</b>	<b>6,9</b>

Source : enquête Emploi I.N.S.E.E.



**Budget**  
Plein la gueule  
et pas un rond

# Les généraux ne sont pas sacrifiés

*Budget « de rigueur » dit le gouvernement. Avec une diminution de la part donnée aux militaires... Mais à y regarder de plus près, le budget de guerre proprement dit, lui, ne diminue pas réellement.*

Avec 150,2 milliards de francs, auxquels il faut ajouter les 28 milliards de pensions civiles et militaires, Henu et les généraux ne disposeront pas des 151,5 milliards prévus par la loi de programmation militaire 1984-1988.

Pour les soldats du rang, c'est bien l'austérité puisque la solde du 2<sup>e</sup> classe (13,50 F par jour) reste inchangée. Mais les déclarations gouvernementales sur la rigueur dans la justice sociale s'envolent comme de la fumée quand on sait que dans le même temps, la solde de l'aspirant passe de 37,80 F à 40,50 F par jour.

A l'intérieur de cette enveloppe budgétaire un peu plus resserrée que prévu, la priorité est donnée à nouveau aux forces d'élite, en particulier à la Force d'action et d'assistance rapide, et à la gendarmerie, véritable enfant chéri du régime. Alors que les effectifs vont être comprimés dans les trois armes, Terre, Air, Mer, (6 707 appelés et 1 759 cadres d'actives en moins), la gendarmerie va recruter 300 gendarmes auxiliaires supplémentaires pour faire face à ses « missions de défense opérationnelle du territoire ». Les économies ainsi réalisées permettront de doter la FAAR de huit hélicoptères Super-Puma supplémentaires. Ces hélicoptères ont été les vedettes de la manœuvre de cette force de frappe de l'impérialisme français organisée courant septembre en Haute-Marne avec des moyens extrêmement coûteux en hommes comme en matériel (avions, chars, radars).

A cette occasion, un représentant de l'armée US, présent sur place, disait sa satisfaction : ce qu'il venait de voir était en parfaite harmonie avec les vues américaines

quant au rôle de la France sur le théâtre européen. Les « crédits de fonctionnement » resteront conformes à ceux prévus par la loi de programmation militaire et cette dernière manœuvre indique à quoi cette enveloppe de 78,5 milliards de francs va être consacrée : peaufiner l'entraînement des troupes d'élite sur le modèle de leurs homologues US.

Dans le domaine de l'équipement des forces et des commandes de matériel, les autorisations de programme diminuent par rapport à 1984. Mais aussitôt, le ministère rappelle que les engagements de la loi de programmation militaire seront respectés. Il ne s'agit donc pas d'un changement d'orientation dans la politique militaire du gouvernement, mais d'un simple réajustement conjoncturel. En comparaison avec les coupes sombres opérées dans les autres budgets (santé, éducation, logement), la stagnation des crédits de paiement consacrés aux forces nucléaires apparaît bien dérisoire.

Ce budget est tout à fait conforme à la stratégie de l'impérialisme en Europe, à la modernisation et au renforcement de l'appareil répressif de l'Etat, et la polémique que vont mener les députés de l'opposition sur les crédits d'équipement se situera pleinement dans le cadre des grandes options gouvernementales. Il est du devoir des militants pacifistes, des militants ouvriers de dénoncer ce budget de guerre, tant pour ce qu'il coûte aux travailleurs et à la jeunesse, que pour les dangers qu'il fait courir à la paix et aux libertés.

Bernard Clifden



Comme vous vous en êtes sûrement aperçus à la lecture du dernier *Rouge*, nous avons l'intention de publier régulièrement dans cette rubrique des informations sur l'activité des sections de la LCR et de ses militants, comme nous

publiions déjà une page d'échos des entreprises. Beaucoup de lecteurs nous ont fait le reproche de ne jamais parler, ou trop peu de ce que nous faisons concrètement en France ou à l'échelle internationale. Ce reproche n'a plus

lieu d'être. Il ne fait plus aucun doute que les militants de la LCR vont se précipiter désormais sur leur stylo pour nous raconter leurs initiatives et leurs luttes.



## Un cycle de formation à Paris

La LCR organise à Paris un cycle de formation politique élémentaire. Ce cycle est ouvert aux camarades sympathisant(e)s de la LCR, aux lecteurs et lectrices de *Rouge* et à toutes celles et tous ceux qui sont intéressés par la politique défendue par la LCR.

Le cycle aura lieu le samedi après-midi à 14 h, à partir

du 10 novembre. Voici les thèmes qui seront traités :

- La lutte des classes dans l'Histoire : 10 novembre
- Réformisme et alternative révolutionnaire : 17 novembre.
- La révolution en Amérique centrale : 24 novembre
- La lutte contre l'oppression des femmes : 1<sup>er</sup> décembre

● La révolution antibureaucratique dans les pays de l'Est : 8 décembre

● Pourquoi faut-il construire un parti révolutionnaire ? : 15 décembre

Pour s'inscrire, remplir le bulletin ci-contre et l'envoyer à : LCR-formation, 9, rue de Tunis 75011 Paris. Tél : 367 62 62.

## Mobilisation anti-Le Pen à Bruxelles

Jean-Marie Le Pen était invité en Belgique à un banquet-conférence, par le bourgmestre de la commune de Schaerbeek, Roger Nols, membre du Parti libéral. Cette opération visait à organiser une droite musclée. Une large coordination a été mise sur pied, regroupant les deux confédérations syndicales, FGTB et CSC, diverses organisations antiracistes et démocratiques, les partis socialiste et communiste,

le Parti ouvrier socialiste (section belge de la IV<sup>e</sup> Internationale) et le PTB, maoïste. L'initiative retenue, une manifestation symbolique de l'autre côté de l'agglomération bruxelloise, l'a emporté sur les propositions du POS et du PTB d'aller le plus loin possible. Par souci d'unité, nos camarades et le PTB ont participé au cortège de 4 000 personnes qui s'est dispersé sans incidents. Deux à trois cents person-

nes, dont le PTB, se sont rassemblées devant la salle où se tenait le banquet, protégé par un énorme dispositif policier (auto-pompe, deux escadrons de gendarmes à cheval, etc.). Quelques pavés ont malgré tout atterri dans les assiettes des convives, au grand dam de l'invité d'honneur. L'invitation n'a d'ailleurs pas été vue du meilleur œil par les libéraux du PRL qui ont convoqué Nols.



INTERVIEW DE DEUX ELUS DU MCA

# «Imposer les droits nationaux du peuple corse»

*Dominique Gallet et Yves Stella sont militants du MCA (Muvimentu corsu per l'autodeterminazione). Le 12 août avec leur camarade Pierre Poggioli, ils ont été élus à l'Assemblée régionale de Corse sur la liste d'Unita Naziunalista, qui a dépassé les 5 %. Nous leur avons demandé l'analyse que fait leur mouvement de la situation actuelle.*

● Que veut dire précisément pour vous « reconnaissance du peuple corse comme seule communauté de droit sur la terre corse » ? Quelle est votre attitude par rapport à la communauté française et la communauté maghrébine ?

Il est certain que reconnu ou non, le peuple corse existe. Cette seule réalité impulse la lutte nationaliste. Cette reconnaissance est un préalable impératif et doit se révéler être la première manifestation d'une volonté de recherche d'une solution politique progressive au problème corse.

Ce peuple corse est minoritaire sur sa terre : la réalité économique et culturelle de près de 120 000 allogènes est une dimension nouvelle de la présence coloniale. Le peuple corse n'a plus de potentiel d'intégration de par la dégradation de sa dimension économique et humaine. Il nous faut donc imposer un rapport de forces qui fasse prévaloir

*Il nous faut imposer un rapport de forces qui fasse prévaloir les intérêts collectifs du peuple corse.*

sur cette terre les intérêts collectifs du peuple corse, de son droit à l'autodétermination et, dans un troisième temps, de l'exercice du droit à l'autodétermination.

Pour ce qui est donc de notre attitude face aux communautés française et maghrébine, nous sommes très clairs. La communauté française imposée militairement en 1769, avec son cortège de répression, de ruine économique est, de fait, actuellement en Corse la seule communauté bénéficiant de l'appui de l'administration, des médias, de l'enseignement, de la police, de l'armée et ce pour asservir le peuple corse.

C'est pour cela que, face à cette communauté, nous imposons un slogan comme « IFF » (les Français dehors) qui s'adresse à l'ensemble d'une communauté véhicu-

lant et profitant de la colonisation française.

Quant à la communauté maghrébine, nous sommes aussi très clairs à son sujet. Si nous ne pouvons nier le problème que représente la présence de quelques 50 000 travailleurs immigrés en Corse, il nous faut analyser les conditions de leur arrivée. Il est symptomatique de constater que leur arrivée massive correspond à la décolonisation de l'Afrique du Nord et à la véritable entrée

*La communauté maghrébine est victime de la politique impérialiste, néo-colonialiste de la France et est surexploitée chez nous.*

du capitalisme en Corse. A l'époque, la France doit trouver une solution à son problème pied-noir ; elle choisit la Corse, y impose un développement économique basé essentiellement sur la monoculture coloniale de la vigne en plaine orientale, sur le tourisme et les bâtiment-travaux publics. La main-d'œuvre, surexploitée sera maghrébine et corse.

Alors, que l'on ne nous demande pas de nous tromper d'ennemis. La communauté maghrébine est victime de la politique impérialiste, néo-colonialiste de la France et est surexploitée chez nous. Bien souvent, ceux qui les ont fait venir et suer sont ceux qui veulent les mettre dehors.

● Vous êtes solidaires de « l'ensemble des expressions du combat nationaliste ». Quelle place joue selon vous la composante politico-militaire dans le combat ? Quels sont vos désaccords avec l'UPC ?

Il faut, pour répondre à cette question, bien comprendre ce qu'est la lutte de libération nationale. La lutte est une stratégie, le moyen d'imposer sur tous les terrains un rapport de forces face à l'Etat français pour une solution politique au problème corse.

Face au colonialisme, un certain nombre de gens luttent à différents niveaux



*Le village de Lugu di Nazza assiégé par les forces de l'ordre, pour empêcher une manifestation culturelle corse. Celle-ci eut néanmoins lieu avec plus de mille personnes.*



*Les trois élus nationalistes : Pierre Poggioli, Yves Stella et Dominique Gallet. Ce dernier refusa lors de la séance d'ouverture d'assurer le rôle de secrétaire d'Arrighi, élu du Front national.*

avec leur moyens propres, mais sur une même ligne stratégique et avec les mêmes objectifs. Ces différentes expressions sont politico-militaires ou publiques (politiques, syndicales, culturelles, associatives) et se déclarent solidaires d'un certain nombre de principes qui sont la complémentarité des luttes (chaque expression occupant son propre terrain), l'originalité des expressions de cette lutte et leur solidarité.

La lutte de libération nationale intervient sur les terrains de la lutte armée, de la lutte de masse et de la lutte institutionnelle. Notre position par rapport au FLNC est très claire. Nous esti-

mons qu'il y a dans notre pays des gens qui se battent avec d'autres moyens que les nôtres pour une solution politique progressive au problème national corse. Si nous excluons d'emblée une partie du peuple qui lutte, comment parler d'unité ? Si nous excluons une partie du peuple qui lutte sur les mêmes bases que nous, nous faisons un cadeau au colonialisme.

Nos désaccords avec l'UPC se situent à deux niveaux. L'UPC, contrairement à nous, fait un choix institutionnel qui est l'autonomie interne et choisit donc à la place du peuple corse alors que nous nous prononçons nous pour une

démarche d'autodétermination, de désaliénation du peuple. Nos désaccords stratégiques viennent également de la non-reconnaissance du FLNC comme organisation politique.

● Trente et un militants nationalistes sont aujourd'hui emprisonnés. L'Etat leur refuse aujourd'hui le statut de prisonnier politique et bafoue les droits démocratiques élémentaires. Quelles actions espérez-vous en Corse et en France sur cette question ?

Nous avons programmé un certain nombre

*Le gouvernement actuel fait ce que même la droite n'osait faire, c'est-à-dire refuser cette dimension politique au combat des militants corses.*

d'actions progressives sur ce terrain. La première a été, en accord avec nos engagements de la campagne d'Unita Naziunalista, de déposer une motion allant dans ce sens à l'Assemblée de Corse et d'organiser une manifestation qui a réuni quelques huit mille personnes sur ce thème à Bastia.

Si au niveau de la Corse, nous pouvons assurer une

permanence de cette lutte pour le statut politique par des barrages, distributions de tracts, etc., il est important pour nous de porter cette même lutte au sein du territoire français pour faire éclater au grand jour les contradictions du colonialisme. Pour cela l'appui du mouvement anticolonialiste nous est nécessaire.

Les comités de soutien à la lutte du peuple corse ont commencé ce travail et nous croyons que le peuple français doit comprendre que ses intérêts sont aussi dans la lutte anticoloniale, que son gouvernement actuel fait ce que même la droite n'osait faire, c'est-à-dire refuser cette dimension politique au combat des militants corses (ce que faisait la Cour de sûreté de l'Etat).

Le colonialisme en Corse tue des hommes, emprisonne pour délit d'opinion, pour apologie du crime et il va même jusqu'à monter de toutes pièces des dossiers pour emprisonner des responsables politiques... et nous ne parlons pas ici des nombreux sévices.

Le peuple français doit se mobiliser sur ces problèmes car le combat du peuple corse est celui de tous les peuples libres ou qui aspirent à le redevenir.

Propos recueillis par Laurent Carasso

## Pour la paix et les libertés

**Le 28 octobre à Paris**

A quelques semaines de la probable réélection de Reagan à la présidence des Etats-Unis, de nouvelles menaces de guerre se profilent à l'horizon pour les peuples d'Amérique centrale. Les militants de la LCR qui n'ont jamais ménagé leurs efforts pour défendre la révolution nicaraguayenne menacée par l'impérialisme et soutenir les peuples en lutte du Salvador, du Honduras et du Guatemala, se feront les meilleurs défenseurs de l'exigence de paix pour l'Amérique centrale par l'arrêt immédiat de l'intervention US.

A quelques semaines de la réunion à Rome des ministres des pays membres de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) qui discuteront de leur plus grande contribution à la mise en œuvre des plans de guerre de l'OTAN en Europe, les militants de la LCR se feront les meilleurs artisans d'un désarmement unilatéral des puissances impérialistes. Ils défendront notamment l'exigence d'un démantèlement sans condition des missiles Cruise et Pershing de l'OTAN et de toutes les bases américaines en Europe et en Méditerranée.

A quelques semaines de la discussion par l'Assemblée nationale d'un budget de guerre de plus de 150 milliards pour les armées, tandis que les travailleurs et la jeunesse font les frais de l'austérité, il faut s'opposer tout à la fois à la politique d'austérité et de militarisation du gouvernement Fabius, en tout point comparable à celle des autres gouvernements capitalistes d'Europe occidentale. Il faut exiger des députés du PS et du PC qu'ils refusent de voter ces crédits de guerre et qu'ils utilisent cet argent pour satisfaire les besoins de la population laborieuse.

Dans cette mobilisation qui se doit d'être la plus large et la plus unitaire possible, la LCR appelle tous les courants du mouvement antiguerre français et spécialement les militants du Mouvement de la Paix et du CODENE à unir leurs efforts pour jeter les bases d'une activité permanente, unitaire, à la base, dans les villes et les départements.

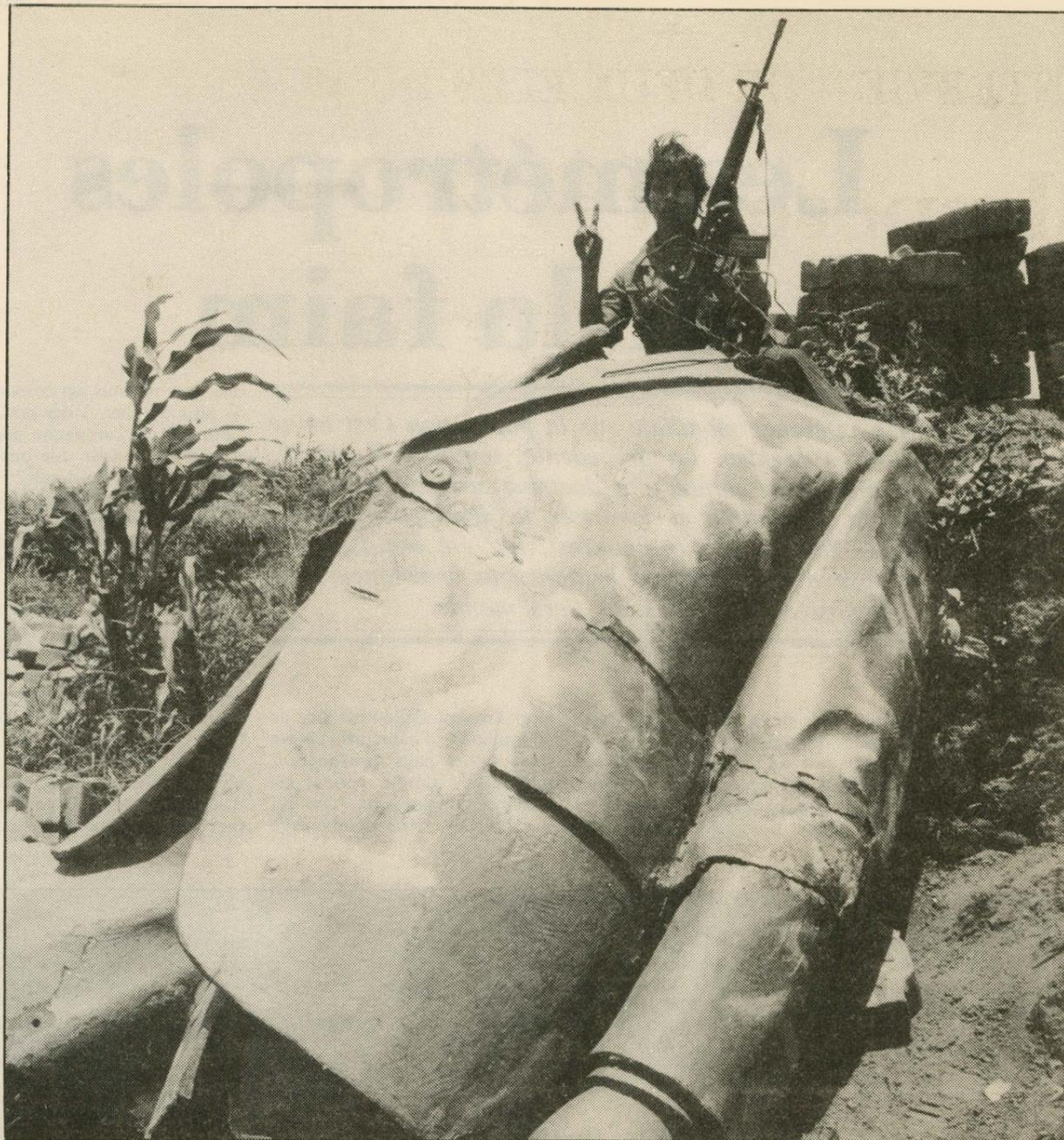
C'est pourquoi la LCR mettra tout en œuvre pour assurer le succès de la marche nationale, organisée le 28 octobre à l'appel des cent personnalités qui avaient organisé le rassemblement de Vincennes en juin 1983. Des délégations de la LCR participeront également à la manifestation de Bonn le 20 octobre et au rassemblement de Rome des 27 et 28 octobre.

● Solidarité avec le Nicaragua et les peuples d'Amérique centrale et les peuples victimes de l'impérialisme !

● Contre l'austérité, pour la paix et les libertés, non aux crédits de guerre, non à la bombe française et aux interventions coloniales au Tchad et au Liban !

● Solidarité avec les pacifistes indépendants d'Europe de l'Est.

BP de la LCR



### NICARAGUA

## Défendre la révolution

*La campagne de calomnies dans les médias, qui relaye en France et en Europe les efforts de l'administration Reagan pour isoler le Nicaragua, se déchaîne à l'approche des élections. Face à cela : les témoignages des quelques cinq cents brigadistes de différents courants du mouvement ouvrier qui ont, cet été, pendant plusieurs semaines travaillé, discuté et vécu avec la population. Contacts que messieurs nos journalistes n'ont apparemment jamais eus. Pour donner toute leur valeur à ces témoignages, il faut tirer parti de ces expériences et, partout, expliquer toutes les raisons de défendre la révolution nicaraguayenne.*

Ce que Reagan veut détruire aujourd'hui au Nicaragua, c'est un processus de transformation de la société qui représente un espoir pour toute l'Amérique centrale. Depuis cinq ans, la révolution sandiniste a entrepris de bâtir une économie délivrée de la misère et de l'exploitation. Le taux d'analphabétisme est passé de 50 % à 12 % de la population ; l'éducation populaire, le droit à la santé pour tous sont devenus des réalités ; la réforme agraire, la seule véritable sur le continent avec celle de Cuba, a rendu la terre aux paysans : partout, ceux-ci s'orga-

nisent, mettent en place des coopératives et posent les bases d'un développement économique véritable.

Les sandinistes sont parvenus à convertir chaque difficulté, chaque attaque de l'impérialisme, en occasion de mobilisation et de riposte populaire. Dans les quartiers, les Comités de défense sandiniste s'organisent pour faire face aux problèmes quotidiens et luttent contre la spéculation, attisée par le blocus économique et la pénurie qu'il entraîne. Les élections se préparent aujourd'hui au milieu d'un approfondissement continu de cette vie démocratique et de

la participation populaire, sur les lieux de travail et d'habitation.

Cette révolution a, aujourd'hui plus que jamais besoin de notre soutien, car elle est attaquée sur tous les fronts à la fois. Économiquement le blocus, auquel a fortement contribué le minage des ports par la CIA, prive les usines des pièces de rechange et des matières premières dont elles ont besoin, sans compter le manque de devises. Militairement avec les activités de la contra. Tout l'effort de défense auquel oblige une guerre qui ne dit pas son nom, détourne les ressources matérielles et humaines des programmes de développement.

Reagan compte sur cette tactique d'usure pour affaiblir la révolution en même temps qu'il cherche à l'isoler par toute une campagne de propagande internationale. A San-José, George Schultz n'a-t-il pas fait parvenir une lettre aux ministres des Affaires étrangères de la CEE, réunis avec ceux d'Amérique centrale, pour les inciter à soutenir le gouvernement du Salvador et surtout pas celui du Nicaragua ? Discrediter les élections nicaraguayennes, c'est en même temps légitimer le régime de Duarte.

Aujourd'hui, les médias s'accordent à présenter Alfonso Robelo, récemment réconcilié avec Eden Pastora, comme une alternative. « Nous ferons des élections vraiment libres et démocratiques un an après la chute des sandinistes » déclaraient les contras en tournée en France. Sans doute, parlaient-ils d'élections aussi démocratiques que celles organisées au Salvador ou au Guatemala.

Toutes ces manigances ont pour but de préparer l'opinion internationale à une intervention militaire directe des Etats-Unis, comme ils l'ont fait à Grenade. Reagan veut écraser la révolution en Amérique centrale : les 250 millions de dollars prévus pour l'armée salvadorienne qui bombarde chaque jour la population civile, la militarisation du Honduras à la frontière du Nicaragua, viennent s'ajouter au financement de la contra.

Rompre l'isolement de la révolution nicaraguayenne et des luttes populaires en Amérique centrale est une tâche centrale pour les militants anti-impérialistes. Les militants de la LCR, comme ils l'ont fait depuis 1979 se tiendront aux côtés de la révolution sandiniste.

Alain Krivine

# Les métropoles de la faim

*La Deuxième Conférence mondiale sur la population s'est tenue ce mois d'août à Mexico. La précédente, tenue à Bucarest il y a dix ans, avait défini une doctrine simple : freiner l'essor de la population et favoriser le développement économique. Pas plus qu'à Bucarest, n'a été esquissée une réponse à un problème brûlant : la croissance explosive des villes du tiers monde.*

En 1950, deux habitants de la planète sur trois vivaient dans le tiers monde. Aujourd'hui, ce rapport est de trois sur quatre. Il sera de quatre sur cinq en l'an 2 000. Or un tiers de la population du monde sous-développé habite aujourd'hui

compterait alors dix-sept agglomérations de plus de dix millions d'habitants contre seulement six pour les pays développés.

Une comparaison simple permet de saisir le caractère « monstrueux » de cet essor urbain : avec le même pourcentage

cela : des revenus agricoles qui se réduisent, de plus en plus, à des portions de famine. Comment la campagne peut-elle dans ces conditions nourrir une population urbaine en progression constante ? Pour 1978-1982, les pays sous-développés sont importateurs nets de soixante millions de céréales par an, soit l'équivalent de la nourriture de base de la moitié de leur population urbaine.

L'explosion urbaine tend donc à accentuer la dépendance du tiers monde à l'égard des puissances impérialistes. A tel point que la reconversion de toute l'agriculture d'exportation du tiers monde à des fins de production vivrière — compte tenu de la faible productivité — ne permettrait de combler que la moitié de son déficit céréalier. C'est pourquoi aussi, les politiques d'austérité budgétaire dictées par le Fonds monétaire international touchent si direc-



en ville, essentiellement dans d'énormes métropoles. C'est donc un formidable univers de bidonvilles qui est en gestation.

En 1984, la population du tiers monde atteint probablement 3,4 milliards d'habitants, dont près d'un milliard vit en ville. En l'an 2 000, selon les projections de l'ONU, Mexico serait la plus grande ville du monde avec 32 millions d'habitants, devant Sao Paulo (26 millions) et Calcutta (20 millions) ! Le tiers monde sans la Chine

d'emplois industriels (environ 13 %), les pays aujourd'hui développés n'avaient que 10 à 15 % de leur population dans les villes.

## L'explosion urbaine.

Les villes du tiers monde doivent leur formidable croissance d'après-guerre (pour moitié environ) à l'exode rural. Raison de

tement la ration alimentaire des habitants du tiers monde.

Certains experts impérialistes, en arrivent à trouver cyniquement un côté positif à la concentration de 350 millions d'habitants dans des bidonvilles. Cette dégradation des conditions de vie des masses urbaines offre une sorte de solution « naturelle », par le biais de la surmortalité, à cette explosion démographique incontrôlable. Ceci rappelle certains projets américains d'après-guerre, qui envisageaient de couper toute aide médicale aux pays qui ne se soumettraient pas aux politiques antinatalistes demandées.

## L'évolution de la population du monde

Les projections de l'ONU établies en 1963 envisageaient une population mondiale de 4,75 milliards pour 1985. Nous atteindrons probablement 4,83 milliards l'an prochain. Il n'y a donc pas eu exagération de l'explosion démographique du Tiers Monde (2 % par an pour les années quatre-vingts contre 2,4 % dans les années soixante). Ce phénomène est lié à une baisse de la fécondité à laquelle seuls l'Afrique et le monde arabe semblent encore échapper.

La population mondiale devrait se stabiliser autour de 10 à 11 milliards

d'habitants dans le courant du XXI<sup>e</sup> siècle. La Chine, si elle poursuit sa politique anti-nataliste atteindra 1,4 milliards d'habitants en 2 025. Elle sera rattrapée par l'Inde dont la stabilisation sera plus tardive. A cette date l'Amérique latine atteindra 865 millions d'habitants.

La croissance la plus spectaculaire sera celle de l'Afrique qui dépassera la Chine au début du siècle prochain pour se stabiliser aux environs de 2,6 milliards d'habitants vers la fin du XXI<sup>e</sup> siècle.

## Echapper à l'holocauste par la faim

Il y a une réponse socialiste radicalement opposée à ces perspectives barbares. Elle combine une réforme agraire radicale avec une réforme urbaine (construction de logements, d'hôpitaux, installation de l'eau courante et de l'électricité) contrôlée par les masses. A terme c'est aussi la seule issue pour qu'une grande partie de l'humanité échappe à un véritable holocauste par la faim.

J. Borgeaud  
(d'après la Brèche  
du 8 septembre 1984)

## Débat à propos de « Printemps portugais » de G. Filoche

En mai dernier, nous avons publié une critique de l'ouvrage de G. Filoche, « Printemps portugais ». Elle émanait de Ch. Michaloux, membre du bureau politique de la LCR ainsi que du secrétariat unifié de la IV<sup>e</sup> Internationale, qui avait été le représentant de cette dernière auprès de la section portugaise, en 1975 et 1976.

Nous publions à présent un autre point de vue, à propos de ce livre.

Le livre de Gérard Filoche (1) sur la révolution portugaise des années 1974-1976 a suscité un débat. Sans doute parce que *Printemps portugais* est le seul à tenter, à partir des faits, à partir d'un récit détaillé, une analyse exhaustive de la Révolution des œillets.

Entre autres mises au point, il fait litière des idées fausses qui ont circulé sur le Mouvement des forces armées : dans une révolution, c'est l'ouvrier qui doit diriger et non le soldat, encore moins l'officier. Spinola tenait son pouvoir du MFA. Le MFA tenait le sien d'un coup d'Etat. Quand Spinola partit de lui-même, le patronat portugais tout entier se reconnut dans le MFA. Et si les militaires ont conservé un « prestige » aux yeux des masses, c'est grâce aux deux partis ouvriers, le PS de Mario Soares et le PC d'Alvaro Cunhal qui les soutenaient de toutes leurs forces en prônant « l'alliance peuple-MFA ». Par eux-mêmes, les militaires n'avaient pas eu la force d'empêcher « le pouvoir de tomber dans la rue ». Par eux-mêmes, les officiers n'auraient pu faire face aux grèves et à la montée révolutionnaire de 1974 à 1975. Le rapport des forces était si défavorable pour la bourgeoisie que celle-ci n'avait d'autre solution que de s'abriter derrière le MFA, « secteur de son armée impérialiste en crise » (ainsi que le définit le 11<sup>e</sup> Congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale). Et ce MFA était si peu représentatif que lorsqu'il appela à « voter blanc » aux premières élections d'avril 1975, il ne fut suivi que par 7 % de la population tandis que 58,41 % des voix se prononçaient pour les partis ouvriers !

Dès le 25 avril 1974, au petit matin, les masses manifestèrent leur volonté d'aller plus loin que ne le voulaient les militaires et il en fut ainsi jusqu'au 25 novembre 1975 où le sixième gouvernement provisoire, séquestré, dut se déclarer « en grève » et concéder 44 % d'augmentation de salaire aux ouvriers du bâtiment. C'est alors que toutes les fractions du MFA, après s'être livrées à un simulacre de guerre au tableau noir, se réconcilièrent toutes, sans exception, pour proclamer l'état de siège et faire refluer les masses.

Il y a cinq raisons de lire *Printemps portugais* : 1. Il relate une crise révolutionnaire la plus riche, la plus exemplaire — plus que Mai 68 — dans un pays impérialiste ces dernières décennies. 2. Parce que le rapport entre les masses et les organisations traditionnelles, PS et PC a été la clé de la situation ; le Portugal a été le premier pays européen en 1970 à être dirigé par une majorité PS-PC. 3. Parce que la question du pouvoir y fut posée sous des formes précises au travers de la chute de cinq gouvernements provisoires. 4. Parce que la crise de l'armée y fut profonde et qu'il y a des leçons à en tirer sur la lutte contre la hiérarchie militaire. 5. Parce que l'extrême gauche y fut très forte et qu'il faut bien expliquer pourquoi en une telle occasion ne s'est pas construit un vrai parti des travailleurs.

Ce mois d'octobre 1984, *Critique communiste* publie un article qui répond aux points de vue de Charles Michaloux et de Francisco Louça, à celui de Daniel Gluckstein (*d'Informations ouvrières*), à celui d'Alain Echégut (*le Monde diplomatique*) et qui présente ce livre paru (avec l'accord des instances de la LCR) aux éditions Actéon. Il convient de saluer l'éditeur qui a pris, en ces temps d'ostracisme, le risque de publier cet ouvrage, d'un membre du CEI de la IV<sup>e</sup> Internationale qui défend les thèses du 11<sup>e</sup> Congrès mondial telles qu'elles furent adoptées majoritairement en 1979.

Et la meilleure façon de saluer l'éditeur et de participer au débat que le livre suscite, c'est encore de l'acheter et de le faire connaître...

Matti Altonen

1. En vente à la librairie « La Brèche », 9, rue de Tunis, 75 011 Paris. Commandes aux Editions Actéon, 95, bd Saint-Germain, 75 006 Paris. Tél : 354 04 15. 608 pages. 150 francs.

## INTERVIEW DE CUTUMAY CAMONES (SALVADOR)

# « Nous sommes les porte-parole de la révolution »

Cutumay Camones est un groupe de musique salvadorien composé de quatre membres : Eduardo, Israel, Paco et Teresa. Nous avons rencontré deux d'entre eux, à la fin de leur tournée en Europe. Marie-Lou, de la Correspondance Radio-Venceremos servait de traductrice.

● Quel lien s'établit entre vos activités musicales et le développement de la révolution au Salvador ?

Paco : le groupe s'est formé, non pas uniquement pour faire connaître la musique folklorique salvadorienne, mais par nécessité pour le FMLN-FDR de dénoncer et informer sur tout ce qui se passe au Salvador, sur les massacres, etc. aussi, pour faire connaître par nos chansons, dans le monde entier, les progrès du mouvement révolutionnaire. Nous sommes en quelque sorte les porte-parole du FMLN dans la mesure où nos chansons informent sur la réalité par opposition aux chansons imposées par les Etats-Unis, qui ne sont qu'un bourrage de crâne.

Teresa : Les paroles des chansons s'adaptent en fait au processus révolutionnaire, dans la situation actuelle de guerre. Même s'il est important de chanter l'amour, les enfants, la beauté du paysage, pour l'instant, le plus urgent est d'informer tous les peuples et les mouvements de solidarité.

Paco : Le groupe est né en mars 1982, avec des gens déjà organisés, participant aux tâches du FMLN. En fait, nous n'étions pas musiciens à l'origine. Nous avons été sollicités par le FMLN pour sortir du Salvador et servir de témoins de la révolution.

Teresa : Nous utilisons tous les styles de musique latino-américaine, en majorité les rythmes de la Caraïbe et la « Ranchiera » qui vient du Mexique. Nous ne puisons donc pas uniquement dans la tradition musicale centro-américaine, même si nous nous servons souvent de la « Marimba » (sorte de xylophone en bois).

● Dans le processus révolutionnaire en Amérique centrale, quel est le développement de l'expression culturelle des populations, en liaison avec la mobilisation ?

Paco : Actuellement, l'avant-garde du FMLN essaie d'impulser le mouvement cul-

tural « Venceremos ». Il s'exprime sous plusieurs formes, comme le théâtre, la poésie et la musique. C'est un mouvement qui est en train de naître. Jusqu'à présent, la priorité est donnée à la guerre, aux questions militaires.

Teresa : Au fur et à mesure que le mouvement révolutionnaire se développe, des groupes, des personnes qui auparavant n'avaient aucune possibilité d'exprimer leurs capacités artistiques, multiplient les activités théâtrales musicales ou d'autres formes. Au Guatemala, c'est à peu près la même chose, il existe un phénomène culturel lié au mouvement révolutionnaire. Plusieurs groupes de musique font des tournées à l'étranger, comme par exemple Kin-la-lat.

Paco : le FMLN n'a pas de politique culturelle vraiment définie. Le mouvement « Venceremos » se manifeste surtout parmi les réfugiés salvadoriens au Nicaragua, dispersés, sans liens directs avec les avancées de la révolution au Salvador. C'est aussi un moyen de les regrouper et de leur faire suivre ce qui se passe. En zone contrôlée, ce n'est pas une activité très développée, car on vient toujours au fait que le militaire est prioritaire. Cela sert surtout à l'agitation des masses, pendant les « actos políticos », sorte de meetings qui finissent toujours en fête.

Teresa : Plein de petits groupes se forment ainsi. Il existe aussi des maisons de la culture, avec souvent des expositions photos sur le déroulement de la guerre. L'alphabetisation prend une grande part, des activités des maisons de la culture. Malgré tout, c'est très difficile d'organiser toutes ces activités, cela se réalise tant bien que mal. On utilise beaucoup la télévision. On passe par exemple dans un petit village, avec une batterie, on regarde une cassette vidéo tournée sur le front de guerre et les gens ont le plaisir de voir la dernière attaque ou des choses comme ça.

● Dans vos tournées en Europe et dans le



Un mouvement culturel est en train de naître, mais la guerre reste la priorité.

monde, que demandez-vous aux mouvements de solidarité ?

Teresa : C'était la première fois que nous venions en Europe. Nous constatons que nous avons eu beaucoup de présentations très bonnes et quelques unes très pauvres et peu motivantes, et ça, dans tous les pays. J'ai l'impression que les mouvements de solidarité avec les pays d'Amérique latine se relâchent un peu. Je pense au contraire que la solidarité doit se développer chaque jour, car c'est très important pour l'avenir de nos peuples.

Marie-Lou : La correspondance de « Radio Venceremos » est un service d'information, pour les comités par exemple. Nous tenons à leur disposition des photos, des films vidéo, des disques et des cassettes qui peuvent être diffusés largement.

Propos recueillis par Jean Villain

On peut trouver les deux enregistrements de Cutumay Camones (disques et cassettes) à la Correspondance de « Radio Venceremos » : 52, rue de Crimée, 75 019 Paris. Tel : 16 1 245 43 28. Pour la province, il suffit d'écrire à l'adresse ci-dessus.



● Samedi 22 h (A 2), « Les enfants du Rock », spécial Téléphone.

● Dimanche 18 h 55 (A 2), le Mystérieux Docteur Cornélius, savoureuse adaptation pleine d'humour et de

mystère de Gustave Le Rouge.

20 h 35 (TF 1), *Garde à vue* de C. Miller. De l'excellent cinéma commercial, bien théâtral avec d'excellents comédiens. Je préfère le Miller de *Dites-lui que je*

*l'aime et Mortelle Randonnée !*

22 h 30 (FR 3), deux films fantastiques de Jacques Tourneur au menu de ce ciné-club fantastique, avec *The Leopard Man* (1943) d'après la nouvelle *Black Alibi* de Cornell Woolrich (alias William Irish) et *Night Fall*, un épisode de *Twilight Zone* (la quatrième dimension), tourné par Tourneur pour la télé en 1962, et, au dire de ceux qui l'ont vu, le meilleur épisode de cette célèbre série.

● Lundi 20 h 35 (TF 1), *le Juge Favard* d'Y. Boisset avec P. Dewaere. Efficace, et c'est un compliment lorsqu'on compare ce film aux plus récentes réalisations de Boisset, de plus en plus

manichéen, voire simpliste, dans son propos comme dans son style...

20 h 35 (FR 3), *la Gueule du loup*, de Michel Leviant avec Miou-Miou. De ce film qui cultive le style polar expressionniste des années cinquante avec port, quais poisseux et personnages mi-teux, on retiendra le très beau rôle de Miou-Miou, et l'on regrettera, que Leviant et Bonnot (son assistant sur ce film et son complice cinématographique) aient poursuivi leur carrière dans le genre si prisé du polar facho. (*Liste noire...*)

● Mardi 20 h 40 (A 2), *le Choc*, de Robin Davis avec A. Delon, C. Deneuve, Ph. Léotard. D'un bon point de départ (*la Position*

*du tireur couché* de J.-P. Manchette) Davis-Delon ont fait un petit film sans surprise. Delon fera encore pire lorsqu'il adaptera le génial *Petit Bleu de la côte Ouest* du même Manchette...

20 h 35 (FR 3) *le Protecteur* de R. Hanin, avec G. Gêret, B. Crémer et R. Hossein. Entre un Delon fadasse et un Hanin grotesque, pourquoi ne liriez-vous ce film et son complice cinématographique ?

● Jeudi 20 h 35 (FR 3) *French Cancan* de J. Renoir avec J. Gabin, F. Arnoul et M. Félix. Film de commande haut en couleurs qu'on croirait signé par n'importe quel Delannoy.

23 h (TF 1), *la Nuit américaine*, de F. Truffaut avec

J. Bisset, V. Cortese, A. Stewart, J.-P. Léaud et J.-P. Aumont. Le meilleur film de Truffaut, parlant de cinéma, du tournage d'un film, et avouant implicitement qu'une telle aventure (un film) est une œuvre collective qui appartient à tous, sans que le réalisateur puisse se targuer d'en être le seul « auteur »...

● Vendredi 23 h 30 (A 2), *la Furie du désir*, de King Vidor avec J. Jones et Ch. Heston. C'est un film assez fou, d'un paroxysme physique assez audacieux pour l'époque, que Vidor tourna en 1952 pour D. O'Selznick, dont l'épouse, Jennifer Jones est ici, superbe de sensualité et de vie. Michel Laszlo

# Le défi

**Le congrès de fondation du Front de libération nationale kanake et socialiste s'est terminé le 24 septembre. Il marque un tournant radical dans l'évolution du mouvement indépendantiste de Nouvelle-Calédonie. C'est un défi au gouvernement français et à la droite coloniale.**

français sur la reconnaissance du droit à l'indépendance et non tenues par la suite, de la nature profondément réactionnaire du statut d'autonomie pour la Nouvelle-Calédonie voté l'été dernier par les députés du PS et du PC à l'Assemblée nationale, et de la supercherie que constitue l'annonce par Paris de la tenue des prochaines élections territoriales sans aucune modification

fondation du FLNKS. Tous les partis du FI étaient représentés, mis à part le LKS, formation au langage fort radical dans le passé mais qui a opté aujourd'hui pour la participation à la mise en place du statut Lemoine. Le Palika, anciennement non membre du FI a participé aux travaux de ce congrès ainsi que l'Union des syndicats de travailleurs kanaks et exploités (USTKE), le

Fondé en 1979 à des fins électorales, le Front indépendantiste (FI) regroupait l'essentiel des forces anticoloniales de Nouvelle-Calédonie. Plaçant surtout leur combat sur le terrain des institutions coloniales, bon nombre de dirigeants indépendantistes eurent l'illusion d'une possible négociation de l'indépendance avec le gouvernement Mitterrand. Le FI accepta donc de prendre en charge les institutions locales (conseil de gouvernement) en collaboration avec une formation bourgeoise réformatrice, le FNCS.

Le congrès de fondation du Front de libération nationale kanake et socialiste (FLNKS) qui s'est terminé le 24 septembre, date symbolique du 131<sup>e</sup> anniversaire de la prise de possession par la France et jour férié en Nouvelle-Calédonie, marque donc un tournant radical dans l'évolution du mouvement indépendantiste. Le député kanak à l'Assemblée nationale, Roch Pidjot, démissionnaire de l'appareil au groupe socialiste l'a clairement exprimé en proclamant: « Le statut (proposé par la France, NDLR) qui nous est imposé ne doit en aucune manière être appliqué. De telle sorte que le gouvernement français soit obligé de capituler. »

Pour en arriver au rejet total de la politique du gouvernement Mitterrand, il aura fallu que le FI tire un bilan critique de sa participation aux institutions locales, des promesses faites par le gouvernement



Premier congrès de l'Union des syndicats kanakes et exploités, le 10 septembre 1982.

## Le programme du FLNKS

### I. Pourquoi la lutte de libération nationale ?

#### 1. Constatant

a) que le gouvernement français est complice solidaire du fait colonial qu'il entretient,

b) que François Mitterrand, devenu président de la République par le mandat du 10 mai 1981, n'a pas tenu ses engagements. (...)

g) que le gouvernement français met en place des dispositions judiciaires et militaires pour réprimer les forces kanakes travaillant à l'IKS ;

Le Front indépendantiste a estimé que le peuple kanak entrait dans une phase de la lutte pour l'indépendance kanake : la lutte de libération.

En conséquence, le FI a décidé de rompre le dialogue avec le gouvernement français, de se dissoudre et de participer avec toutes les forces vives du mouvement indépendantiste à la mise en place d'un Front de libération nationale kanake socialiste. (...)

### II. Le Front de libération nationale kanake et socialiste.

1. Nature. Le peuple kanak est le seul responsable de sa lutte de libération nationale. Pour la mener à bien, il se dote d'une force de lutte efficace : le FLNKS. (...)

3. Rôle. La lutte de libération nationale

est globale : elle se mène à tous les niveaux en même temps. Le FLNKS est donc l'union des forces vives qui ont pour but de mettre en place l'indépendance kanake et socialiste. C'est un front de libération du pays kanak du colonialisme, du capitalisme et de l'impérialisme, en vue d'instaurer un socialisme basé sur les réalités locales, mais qui sera défini dans la lutte par les combattants de la liberté. (...)

#### 5. Stratégie. Elle s'élabore dans la lutte :

a) elle est unitaire et globale ;

b) elle est dirigée prioritairement contre l'opresseur colonial, la France puissance coloniale ;

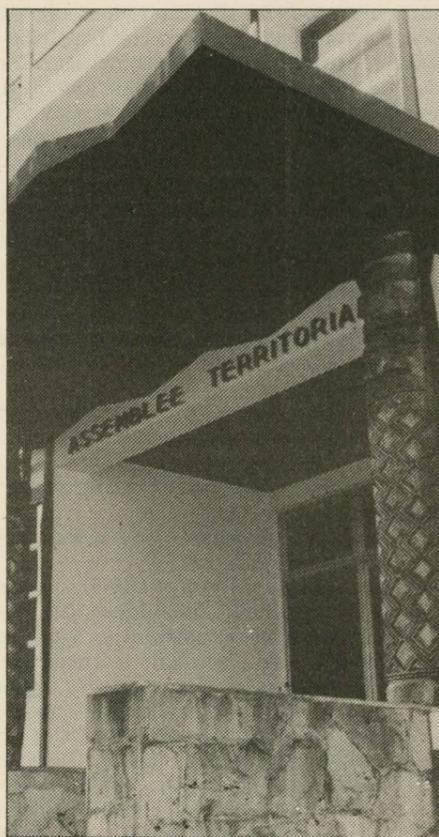
c) elle dénonce la fausse démocratie coloniale, et décide de boycotter toute élection à venir dans ce cadre ;

d) elle est dirigée également contre le capitalisme et l'impérialisme pour instaurer une société socialiste plus juste ;

e) elle vise à instaurer progressivement la légitimité kanake, sur le terrain, par des opérations concrètes qui manifestent son droit, opposé à la légitimité coloniale. (...)

### III. Appel à l'engagement.

1. Le FLNKS lance un appel aux non-kanaks. Ils doivent reconnaître la légitimité du peuple kanak et soutenir sa lutte de libération pour contribuer à sa réussite. Seul l'engagement solidaire dans la lutte de libération légitimera leur citoyenneté demain dans l'indépendance kanake et socialiste. (...)



L'assemblée territoriale à Nouméa.

du code électoral en faveur du peuple colonisé.

La formation du FLNKS et le radicalisme de sa charte (cf. encart) représentent un défi au gouvernement français et à la droite coloniale et un pas en avant dans l'unité des forces indépendantistes. En effet, 300 personnes, en provenance de toute la Grande-Terre et des îles, ont assisté au congrès de

Comité de revendication des terres de la côte ouest, le groupe des femmes kanakes et exploitées en lutte, le syndicat enseignant Selec, l'Eglise évangélique et le Comité Pierre Declercq. La LCR, seule organisation française, a adressé son salut fraternel au congrès.

Certes les aspects les plus radicaux du programme du FLNKS ne représentent pas réellement le niveau de conscience politique des masses populaires kanakes ni même d'ailleurs celui de la totalité de la direction indépendantiste. Les références au socialisme restent difficiles à concrétiser dans un pays économiquement peu développé et dont la population opprimée kanake est socialement relativement homogène. Et ce d'autant plus qu'une série de questions, touchant à l'avenir du pays ne sont pas encore abordées (devenir des intérêts capitalistes, structuration de l'Etat, de l'armée...). Mais la nouvelle détermination des forces indépendantistes représente un pas en avant dans la marche du combat émancipateur. Celle-ci se concrétise d'ailleurs par un calendrier de lutte qui prévoit la mise en place des comités locaux du FLNKS au niveau des communes avant le 7 octobre, la tenue de conventions régionales dans les six zones du pays avant le 11 octobre pour l'élection de délégués (trente pour la Grande Terre et 7 pour les îles Loyauté) à une convention nationale qui se tiendra les 24 et 25 novembre prochains. Le 1<sup>er</sup> décembre aura finalement lieu le premier congrès du FLNKS qui désignera une direction nationale et un gouvernement provisoire pour le « Kanaky » (nouveau nom du pays).